Les Possibles — No. 16 Printemps 2018

Revue des revues

mardi 19 septembre 2017, par Jacques Cossart

Le travail est mis à mal dans le monde entier, tant en ce qui concerne ses conditions que les salaires. Une revue internationale des publications ne laisse pas de doute à ce sujet. De plus, les conditions de vie sont menacées par les multiples pollutions : deux exemples scandaleux sont donnés par les constructeurs d'automobiles et par Monsanto. Encore une fois, ce constat s'accompagne d'une aggravation des inégalités, tant des revenus que de la fortune, ainsi qu'au sujet de l'accès aux soins de santé, notamment pour les enfants. La crise du capitalisme approfondit toutes ces contradictions. La Revue des revues s'étonnerait presque que les gouvernements ne comprennent pas l'extinction des espèces, le réchauffement du climat et la dégradation sociale. La crise est partie des États-Unis et la Revue des revues se demande si l'Afrique sauvera le capitalisme. Mais peut-on et doit-on le sauver ?

Michelin doit être agile !

Telle est la réaction de Jean-Dominique Senard, qui est reçu le 24 juin 2017 par Alexandra Bensaid sur France Inter. Elle l'interpelle sur les 1 500 licenciements, en France, dans le groupe Michelin, qu'il préside depuis 2012. La journaliste l'amène à préciser comment il apprécie les projets du gouvernement Macron ; il ne boude pas son plaisir en affirmant que « les choses qui se préparent sont une formidable opportunité pour la France » car, nous apprend-il, « il faut que les entreprises puissent se développer » et, pour y parvenir dans les meilleures conditions, la fiscalité doit leur être favorable.

On a là une bonne illustration de la philosophie des propriétaires du capital. Même si l'intéressé est, sans doute, un détenteur modeste du nombre d'actions de la société qu'il dirige. Michelin emploie 112 000 salariés de par le monde et affichait une capitalisation boursière début 2017 de quelque 23 000 milliards de dollars ; il a distribué en 2016 à ses actionnaires, un total de 660 millions de dollars. Selon l'index Henderson qui analyse les 1 200 principales compagnies dans le monde, Michelin ne figure pas dans les premiers rangs. Par exemple, Exxon, qui compte 75 000 salariés, présente une capitalisation boursière de 236 milliards de dollars, ou Amazon 470 milliards avec 230 000 salariés. Pour ces 1 200 transnationales, l'élément fondamental c'est d'avoir été en mesure de distribuer, en 2016, à leurs propriétaires, 1 154 milliards de dollars, dont plus de 700 milliards pour le *Top 100* évoqué plus loin ! Leurs communicants sont là pour présenter cette ponction – pardon, cette rémunération du capital, qui « crée de la valeur » – sous les éléments de langage qui conviennent. On imagine volontiers que, dans ce monde aussi, le menu fretin existe. Ainsi, PricewaterhouseCoopers (PWC), l'un des quatre plus grands cabinets d'audit mondiaux, s'est intéressé à la fine fleur du monde capitaliste et publie, le 31 mars 2017, Global Top 100. La capitalisation boursière des 100 plus grandes transnationales totalise quelque 17 000 milliards de dollars, en augmentation de plus de plus de 13 % par rapport à 2016, et représente près de 75 % du total affiché par les 1 200 recensés par Henderson. On y trouve 55 états-uniennes avec aux premières places, Apple, Google, Microsoft, Amazon et Facebook, les désormais célèbres GAFAM, dont la capitalisation totale atteint plus de 2 600 milliards de dollars. La société Berkshire Hathaway, compagnie financière et d'assurance dirigée par Warren Buffett, se situe, avec une capitalisation de 411 milliards, à égalité avec Facebook. Exxon totalise « seulement » 340 milliards. Lors de la première distribution de dividendes en 2017, les vingt premières transnationales ont distribué 143 milliards de dollars. Ainsi la quinzième édition, parue en août 2017, d'Henserson peut conclure : « Les prévisions économiques mondiales ont constamment été revues à la baisse au cours des dernières années. En revanche, l'année 2017 a été marquée par des révisions à la hausse. Ceci est favorable pour les dividendes et les bénéfices des sociétés. Cette reprise entraîne une amélioration de la croissance des dividendes ».

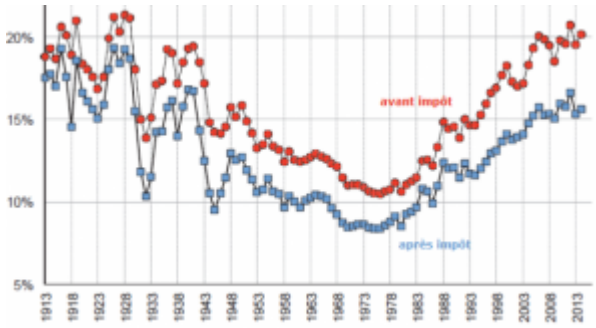
Les propriétaires changent, mais les objectifs restent les mêmes ; non, ils sont plus ambitieux, avec grand succès !

La propriété, dans le monde capitaliste, exige que la coopération ne soit pas une valeur dominante. C'est la compétition, même si elle ne se solde pas systématiquement par l'intervention des armes, qui organise la vie des êtres humains ! C'est la fameuse théorie de la « main invisible », réputée découverte par Adam Smith, qui pour n'être pas sans fondement, exigerait tellement de conditions que, dans la vie, elle ne permet pas d'atteindre l'échange idéal auquel elle est assimilée. La formulation mathématisée du mécanisme, notamment par le « Nobel d'économie », Kenneth Arrow, n'apporte rien à l'affaire. On lira une démonstration aussi pertinente que, souvent, savoureuse, même si elle peut paraître parfois besogneuse, dans l'ouvrage de Kaushik Basu [1] qui vient d'être traduit en français et préfacé par Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement. L'ouvrage a été écrit en 2010, avant que son auteur n'entre à la Banque en qualité d'économiste en chef, et n'a, malheureusement, pas pris une ride ; la situation est pire ! Il insiste sur les normes sociales qui façonnent la vie et la pensée.

Il rappelle cet épisode de 1755 en Caroline du Sud, quand les Cherokees, accueillant des colons anglais, voulurent, pour honorer ceux qu'ils considéraient comme leurs hôtes, leur offrir toutes leurs terres. Les Anglais tinrent à établir un contrat et leur remirent, en échange, une somme d'argent ; les « bénéficiaires » tombèrent des nues et ne comprirent strictement rien à ces pratiques barbares.

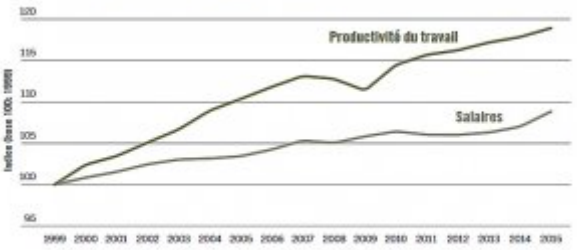
Kaushik Basu, qui se définit lui-même comme n'étant pas marxiste [2], s'élève contre la lutte entre les rentiers – ceux qui sont dénommés ici, les propriétaires du capital – et les salariés, au fort désavantage de ceux-ci. Aux États-Unis, il note que le salaire médian a peu évolué ces dernières décennies. Si on regarde les chiffres donnés par le très sérieux et très completUnited States Census Bureau, on voit que le salaire médian est passé entre 2000 et 2012 de 55 000 dollars à 51 000. C'est, évidemment, au violent détriment de ceux du bas de l'échelle. On sait, en effet, que les riches se sont, eux, considérablement enrichis. On observe dans le graphique reproduit ci-dessous, et issu des travaux de Thomas Piketty, l'évolution entre 1913 et 2013, de la part du revenu national détenu par les 1 % les plus riches. Elle passe, après impôts, de quelque 8 % en 1975 à plus de 15 %, quarante ans plus tard. L'accaparement opéré par les 0,1 % – les véritables propriétaires du capital – est encore beaucoup plus extravagant. C'est pourquoi l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, devant le spectacle de la compétition ravageuse entre les déshérités et les riches, provoquée et exacerbée par les inégalités, préconise une taxe de 10 % sur les profits qui serait redistribuée aux victimes de la mondialisation capitaliste.

GRAPHIQUE 2 Part du revenu national détenue par les 1 % les plus riches aux États-Unis (en %) (Piketty, 2016)



Les organisations internationales s'émeuvent, elles aussi, des conditions du travail et de sa rémunération. On le comprend à la vue de la figure 11 du Rapport mondial sur les salaires 2016/17 de l'OIT, qui est reproduite ci-dessous, et à toute la lecture de cette étude, comme à l'accoutumée, très documentée. On y voit, sur un même graphique, l'évolution entre 1999 et 2015 de la croissance de la productivité du travail et de celle des salaires. À propos de l'organisation « optimale » engendrée par la « main invisible », comme l'écrit malicieusement Kaushik Basu « le système est équitable, et tous les salariés touchent un revenu qui correspond à leur productivité marginale » ! Toujours dans ce même rapport de l'OIT, on examinera la figure 18, reproduite ici aussi, où figurent deux courbes montrant l'évolution du coefficient de Gini, l'une retraçant la situation en 1995, l'autre en 2012. On remarquera, sur moins de vingt ans, un net déport sur la droite de la courbe 2012 ; c'est à dire vers la valeur 1 qui signifierait une totale inégalité. Le système est, en effet, parfaitement équitable !

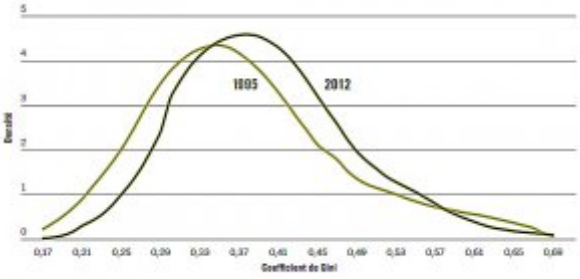
Figure 11 Salaires réels et productivité du travail dans les économies développées, moyennes, 1999-2015



Note: La croissance des salaires est calculée en faisant la moyenne pondérée de la croissance des salaires mensuels moyens réels d'une année sur l'autre dans 36 pays (pour une description de la méthodologie, voir l'annexe I). L'indice est basé sur 1999 en raison de la disponibilité des données.
Sources: Base de données du BIT sur les salaires dans le monde; BIT, Tendances mondiales de l'emploi.

L'OIT fait partie de ces organisations internationales précieuses, sur laquelle le mouvement social et les forces progressistes peuvent, sans doute, davantage s'appuyer. S'il s'agit d'une agence de l'ONU depuis 1946, elle a été mise en place dès après la Première Guerre mondiale et a organisé en 1919 un dispositif, appelé Normlex, qui, depuis cette date, a fait ratifier par ses 187 États membres 8 094 normes internationales de travail. Une véritable mine qui, bien entendu, ne peut pas se substituer aux luttes, mais sur laquelle elles peuvent s'appuyer. En 2017, l'OIT publie son traditionnel « Tendances et questions sociales dans le monde » (WESO), mais, en même temps, une étude consacrée à ces tendances pour l'emploi des femmes (WESO women).

Figure 18 Évolution des inégalités de revenus entre 1995 et 2012



Note: Les courbes indiquent la probabilité d'un pays d'avoir un coefficient de Gini d'une valeur donnée (0 = égalité parfaite).
Source: Eurocentor, 2014.

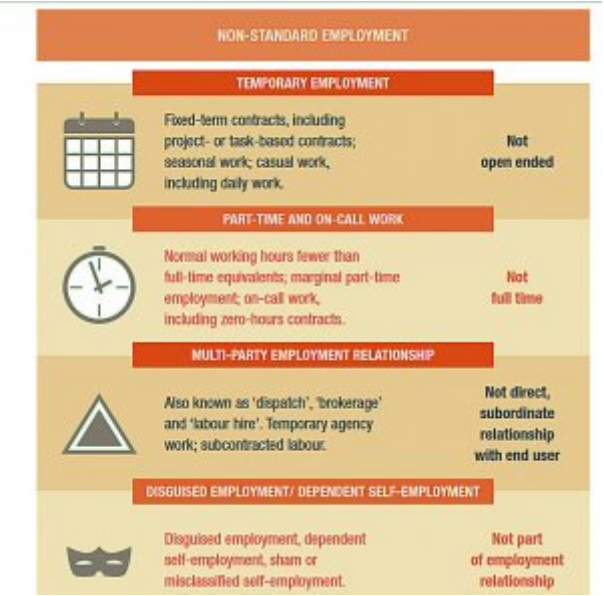
S'agissant des femmes, de très nombreux rapports mettent en évidence que leur sort quant au travail, ou à son manque, est encore plus mauvais que celui des hommes. Si 76 % de ceux-ci disposent d'un emploi, le taux descend à 49 % pour les femmes ; il faut, de surcroît, noter que pour les unes comme pour les autres, le chômage va croissant et qu'un peu moins de la moitié des femmes ont un emploi. L'OIT estime en effet que son taux atteindra, en 2017, 5,8 % de la population active et comptera plus de 201 millions de personnes. En raison principalement de l'importance de l'emploi familial, 60 % des travailleurs ne bénéficient d'aucun contrat de travail, et moins de la moitié des salariés bénéficie d'un contrat à durée indéterminée. En Amérique latine, le taux de chômage passera à 8,4 % en 2017, avec une pointe à 12,4 % pour le Brésil. Mais, ne versons pas

dans un pessimisme outrancier, la situation des riches Brésiliens n'est pas mauvaise : le coefficient de Gini est évalué par le PNUD à 0,515, pendant que celui de la Norvège s'établit à 0,259 !

Dès l'introduction de son Rapport général 2017, l'Agence de Genève dresse ce sur quoi se dessine l'environnement du travail dans le monde et indique qu'il faut « mener des politiques salariales qui s'inscrivent dans la durée pour prévenir la stagnation des salaires, élever le niveau de rémunération des millions de travailleurs pauvres que l'on dénombre dans le monde, assurer une répartition équitable, réduire les inégalités excessives de salaires et de revenus, et conforter la consommation en tant que pilier d'économies viables ». Hors la Chine, la croissance réelle des salaires n'a été que de 0,9 % en 2015, alors que l'OCDE, indique que, pour la même période, la croissance mondiale s'est élevée à 2,9 %. Deux points de biens et services qui n'ont pas bénéficié aux salariés ! On se reportera à cet égard, à la figure 11 reproduite ci-dessus. Ce constat est d'autant plus grave pour les 3,5 milliards d'êtres humains vivant dans les pays considérés comme les moins développés, mais aussi ceux définis comme à développement moyen. Ceux-ci, grâce à la Chine en particulier, avaient bénéficié d'une hausse sensible dans les années précédentes. Les auteurs portent d'ailleurs, en conclusion de cette partie, le constat suivant : « la part du travail a repris sa tendance de long terme, à la baisse, entre 2010 et 2015 ».

À propos des mesures générales qui devraient être appliquées, on lit aussi, dans le même rapport, le passage qui suit, mettant en évidence que l'indispensable augmentation, significative, des salaires mondiaux est loin d'être gagnée, tant c'est là une atteinte profonde au capitalisme ! « Il s'agit aussi des mesures qui visent à éliminer les écarts de salaire que subissent les travailleurs engagés dans des formes atypiques d'emploi (en particulier les travailleurs temporaires et intérimaires recrutés par l'intermédiaire d'agences d'emploi privées), dont le nombre augmente dans plusieurs pays industrialisés, mais aussi dans les pays en développement sur des segments du marché du travail où l'emploi typique prévalait jusqu'à présent. Les mesures en la matière devraient viser à étendre aux travailleurs engagés dans des formes atypiques d'emploi les protections dont jouissent les travailleurs en situation d'emploi « typique », ainsi qu'à harmoniser les protections associées aux diverses modalités d'emploi. Cela conduirait à appliquer le principe d'égalité de traitement à tous les travailleurs, sans discrimination fondée sur le statut professionnel, mais aussi à réduire les discriminations indirectes entre hommes et femmes, ainsi qu'à garantir que le recours à l'emploi atypique n'ait pas pour seule fin d'abaisser les coûts du travail par la détérioration des conditions de travail et de rémunération de certaines catégories de travailleurs ». Attention, au bout, c'est la fin de l'esclavage !

L'OIT observe que cette catégorie d'emplois n'est pas anecdotique. Aussi, elle a publié en novembre 2016, un lourd rapport entièrement consacré au non-standard employment (NSE) dans le monde. Il est non seulement dommageable à ceux qui en pâtissent directement, mais encore à l'ensemble de l'économie, en raison notamment, de la baisse de productivité qu'il entraîne. L'agence en donne une présentation résumée dans un tableau qui est reproduit ci-après. Elle ne fournit pas de chiffres globaux, mais souligne que le NSE s'étend au monde entier et va croissant ; elle présente toutefois des données parcellaires qui montrent assez l'importance de cette plaie qui n'existe que dans l'intérêt des entreprises, à quelques individus près qui affirment que cette forme de travail apporterait la liberté. Ce n'est pas le lieu de traiter du cas particulier des quelque 20 000 chauffeurs Uber parisiens, mais les nombreuses études qui lui sont consacrées montrent assez que, si liberté il y a, elle ne l'est guère pour ceux qui sont contraints d'additionner les heures de travail quotidien mais bien pour la compagnie qui, ne possédant aucun véhicule, enregistre, dans le monde, des chiffres d'affaires en milliards et accumulent les pertes qui n'ont aucune importance puisque, un peu comme dans un système Ponzi, mais parfaitement perfectionné, qui pourrait en remontrer à Charles Ponzi lui-même et à tous les Madoff du monde. En effet, tous les « investisseurs » sont volontaires pour parvenir au Graal capitaliste, mais en ayant pris le soin de fixer le but ultime du processus qui consistera à contrôler le transport individuel dans le monde [3].



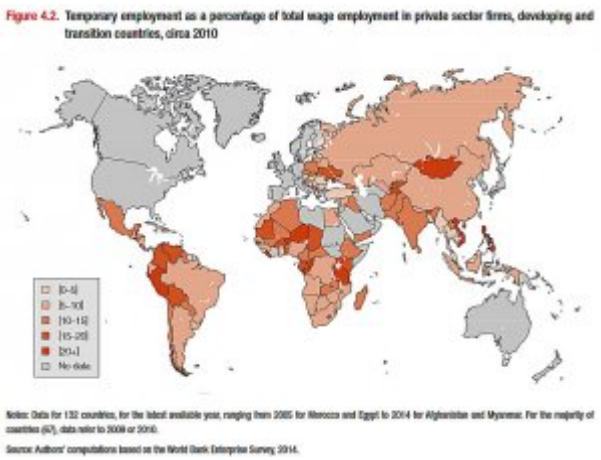
L'OIT considère l'augmentation de ce travail atypique comme due à quatre causes principales :

- Accroissement des services qui, en 2013, représentaient déjà près de la moitié des emplois dans le monde, particulièrement dans la restauration et l'hôtellerie. Les femmes sont les premières à pâtir de cette évolution.
- Pression de la mondialisation. L'expression de mondialisation capitaliste n'est pas employée, pourtant c'est bien d'elle qu'il s'agit quand il est fait référence à l'augmentation de la concurrence « féroce » et à l'impératif de réduction, tous azimuts, des coûts.
- Changement technique, en particulier avec l'extension des technologies informatiques qui bouleversent les chaînes mondiales, toujours dans l'intérêt des propriétaires du capital, jamais dans celui des

travailleurs, ou alors dans des proportions qui ressemblent à celles du pâté d'alouette. On imagine, par exemple, l'intérêt et le confort de celles et ceux qui travaillent pour des plateformes téléphoniques. Une étude prévoit pour 2018 que 80 % des entreprises auront créé ou travaillé via des plateformes employant des millions de personnes, dont une proportion considérable, et qui croît rapidement, de travailleurs indépendants. Romain Gary, qui raconte dans *La Promesse de l'aube* ses livraisons, dans les années 1930, à la bourgeoisie parisienne qui le gratifiait d'un repas, n'imaginait sans doute pas cela ; sa mère luttait alors pour le promouvoir dans un monde radieux !

- Nouvelles organisations des entreprises. Le recours à la sous-traitance est omniprésent et se traduit par une précarisation accrue pour les salariés et une coupable déresponsabilisation des grands noms quand arrivent les catastrophes humaines et écologiques. Que l'on songe au naufrage, dans les années 1970, de l'Amoco Cadiz ou plus près de nous, en 2013, de l'effondrement de l'immeuble du Rana Plaza, à Dacca, qui a provoqué la mort de plus de mille travailleurs du textile. Ils fabriquaient pour plusieurs grands groupes, dont Carrefour ou Auchan, qui n'étaient responsables de rien, bien entendu !

L'Organisation de Genève évalue à plus de 150 le nombre de pays concernés par le NSE, parfois jusqu'à plus du quart de sa main-d'œuvre, comme en Espagne, en Mongolie ou au Pérou. Mais, là encore, les inégalités femmes-hommes jouent à plein, alors que les premières entrent pour 40 % dans le travail salarié, elles pèsent pour plus de 57 % du travail à temps partiel. C'est évidemment dans les pays en développement que le travail temporaire sévit le plus ; au Bangladesh, dont il vient d'être question, ou en Inde, il touche les deux tiers des salariés. Mais nos contrées ne sont pas épargnées ; c'est ainsi que, en Grande-Bretagne, 2,5 % des salariés « bénéficient » du fameux contrat *zero-hours* ! Aux États-Unis ce sont 10 % des emplois qui sont temporaires. Il s'étend sur le monde entier comme en témoigne la carte reproduite ici.



Les auteurs de l'étude précisent cependant que sur les 73 000 entreprises recensées, en 2014, par le *Enterprise Surveys* [4] de la Banque mondiale, 60 % déclaraient recourir au travail temporaire. Cependant, d'une part, le chiffre est sans doute plus élevé aujourd'hui, d'autre part, le travail temporaire dans la définition qui est donnée ici est considérablement plus restreint que ce qui est étudié sous l'appellation NSE par l'OIT ; par exemple, aucun des travailleurs indépendants ne figure dans l'emploi temporaire. Le travail intermittent entraîne de nombreux effets dommageables pour les salariés ; le plus courant est la baisse de la rémunération comparée, toutes choses égales par ailleurs, à ce qu'elle serait à plein temps. Ce n'est guère surprenant, puisqu'il s'agit là d'un élément important dans la stratégie de baisse des coûts conduite au niveau mondial. On verra sur la figure 5.1 reproduite ci-dessous, que le fait que les salariés aient recours à l'emploi multiple est loin d'être anecdotique puisque, aux États-Unis par exemple, dans une enquête déjà ancienne datant de 1994, parmi plus de 6 % des emplois, près de 27 % des salariés étaient contraints à avoir recours à des employeurs multiples. On sait que la très grande majorité des salariés faisant appel à cette pratique, y est poussée pour des raisons financières.

Table 5.1. Workers holding multiple jobs, and working part time in the main job

Country	Incidence of multiple job holding	Percentage of multiple job holders who work part time in the main job
Germany	2006: 4% of employees 2012: 5% of employees	39%
Australia	2007: 6% of employees	55%
Canada	Quadrupling between 1976 and 2007 2007: 5.3% of employees	10% of part-time workers are multiple job holders, as opposed to 4.2% of full-time workers
United States	1994: 6.2 % of employed 2015: 5% of employed	26.8 %
Indonesia	1993: 20% of employees 2007: 23% of employees	"substantial"
Ghana	1998/1999: 30% of workers 2005/2006: 18% of workers	1998/1999: 65% 2005/2006: 56%

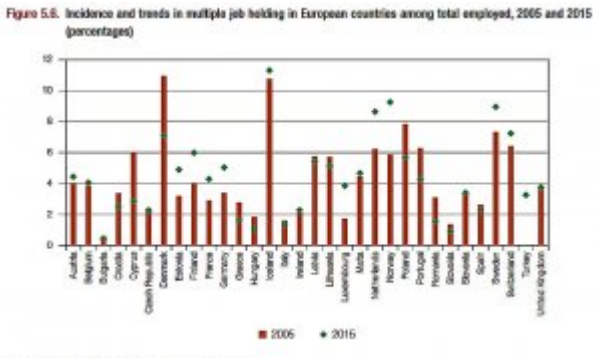
Source: Authors' compilation based on a review of studies. Germany: SOEP/BAuA, 2012; Australia: Dunberry and Campbell, 2012; Canada: Statistics Canada, LFS; United States: BLS; Indonesia: Martinez et al., 2014; Ghana: Baah-Boateng, Adjei and Oduro, 2013.

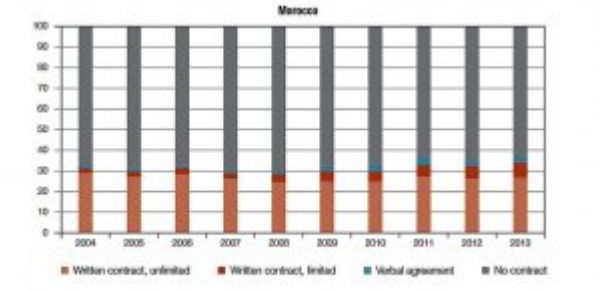
On notera, à partir du tableau 5.6 établi par Eurostat, la dégradation sur la période 2005-2015 constatée dans les pays de l'Union européenne. En Islande et au Danemark, c'est plus de 10 % de l'emploi total, et la Norvège et la Suède, encore considérées comme des modèles en matière sociale, sont « bien » placées.

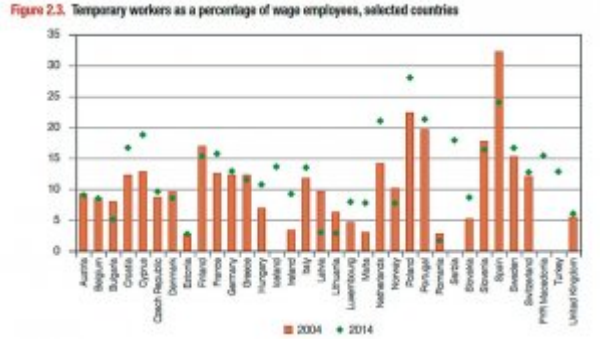
On sait que les conséquences néfastes sur la santé sont nombreuses, en particulier le surmenage et ses graves séquelles sont mis en évidence par le rapport. De même, est soulignée l'atteinte aux avantages sociaux. On voit qu'en Corée, 82 % des salariés à temps partiel ne bénéficient pas de régime de retraite et 91 % des travailleurs à domicile n'ont pas de couverture contre le chômage. Comme on pouvait le craindre, les possibilités de formation sont pratiquement inexistantes. De la même manière, les droits réputés fondamentaux sont, pour certains, bafoués, y compris s'agissant du travail des enfants, mais aussi pour tout ce qui a trait au syndicalisme et, plus généralement, à la liberté d'association. Des dispositions très anciennes de l'OIT, comme celle de 1930 relative au travail forcé, ne sont pas respectées.

Mais les auteurs montrent en outre l'influence néfaste de ces pratiques sur l'ensemble de l'économie, par exemple avec le tableau 5.6, où on voit, au Maroc, l'absence pure et simple de

contrat représenter près des deux tiers tout au long de la période 2004 à 2013.







Ont été évoqués, jusqu'alors, les salaires moyens, qui disent fort peu de chose de la réalité des inégalités salariales. Durant ces dernières décennies, un constat général s'impose, celui d'une baisse généralisée de la part des salaires dans la valeur ajoutée. S'agissant des inégalités de salaires proprement dites, on observera le tableau 2 présenté page 45 et reproduit ici. En Afrique du Sud (tableau 2 reproduit ci-dessous), par exemple, les 10 % des salaires supérieurs s'adjugent près de la moitié de la totalité des salaires distribués dans le pays, tandis qu'il s'agit de 20 % pour le 1 % des salaires les plus élevés.

Comme le fait observer l'OIT, « le salaire minimum peut élever le revenu des travailleurs faiblement rémunérés – dont un grand nombre sont des femmes – sans effet néfaste significatif sur l'emploi ». On sait, en revanche, combien la plupart des gouvernements se soumettent au patronat qui prétend que la bonne santé générale des économies suppose des salaires minima bas, quand il ne peut pas éviter le principe d'un salaire minimum, qui entraîneront à la baisse l'ensemble des salaires, en particulier les moins élevés. On reproduit ci-dessous les figures 49 et 50 de la page 81 du rapport général. Les auteurs ont représenté, sur deux graphiques à échelle logarithmique, la répartition des salaires les plus bas et celle des salaires les plus élevés, en Europe. On voit sur la première figure que 1 % perçoit 2,5 euros de l'heure alors que ces salariés travaillent dans des entreprises où le salaire horaire moyen est de 10,2 euros. À l'autre bout de l'échelle, on note que, dans la proportion de 1 pour 1 000, les rémunérations, sont très au-dessus des salaires moyens versés par les entreprises pour lesquelles travaillent ces salariés qui perçoivent, en moyenne, un salaire horaire de 211 euros contre 45 euros pour les 10 % les mieux rémunérés, c'est à dire 368 fois le salaire moyen général des entreprises où travaillent ces salariés. Le règne des inégalités, quoi !





Un autre schéma présenté dans le rapport 2015 illustre la réalité du travail dans le monde, il est établi, nous disent les auteurs, à partir de l'examen de la situation dans une sélection de pays qui représente 84 % de l'emploi total. On y voit que 46 % des emplois sont le fait de personnes travaillant pour leur propre compte ou dans un cadre familial. Cependant, ce pourcentage s'élève à plus de 81 % pour ceux « jouissant » d'une faible rémunération. Ce qui conduit à la conclusion générale que, quand même, 81 % de la population mondiale échapperait à l'esclavage ; le progrès social est en marche, donc ! Une autre donnée illustre encore la situation salariée dans le monde : si 64 % des salaires réputés élevés sont attribués pour des emplois à plein temps, il n'y en a plus que moins de 6 % pour les salaires classés dans la catégorie « faible revenu ». Comment dès lors, s'étonner que le PNUD ait calculé que le revenu moyen par habitant dans les pays les moins développés représente moins de 7 %, soit 2 700 dollars par an, de celui des pays classés dans la catégorie « à haut développement » ; 1,5 milliard de personnes dans les deux cas. On sait que, bien sûr, le revenu par habitant de dit rien des inégalités de revenus à l'intérieur du pays considéré. Le coefficient de Gini, en Afrique du Sud, s'établit à 0,63, pendant

que celui, par exemple, de la Norvège est de 0,25. Étonnant, n'est-ce pas ! Rappelons que 0 signifierait une égalité parfaite et 1 voudrait dire que la totalité du revenu national serait attribué à une seule personne. Allez, il reste encore du chemin à parcourir aux propriétaires du capital pour parvenir à l'esclavage total !

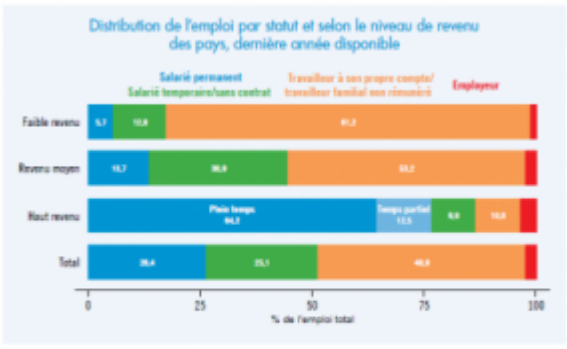


Tableau 2 Divers indicateurs des inégalités, sélection de pays en développement, 2010

	Répartition cumulée des salaires							Rapports interdéciles			
	1% inférieurs	10% inférieurs	30% inférieurs	70% inférieurs	20% supérieurs	10% supérieurs	1% supérieurs	P50/P10	P90/P50	P90/P10	P10/P10
Afrique du Sud	0,0	0,8	13,9	28,1	71,9	43,2	20,2	30,0	5,0	3,0	60,0
Argentine	0,1	2,3	26,2	56,9	43,1	26,7	4,0	4,9	2,2	2,3	10,8
Brésil	0,1	1,6	23,8	44,2	55,8	35,0	5,6	5,3	2,0	1,8	26,0
Chili	0,1	1,1	20,9	44,1	55,9	34,4	3,4	5,1	2,2	1,6	20,0
Chine	0,1	1,1	24,2	49,6	50,4	29,1	4,1	4,2	2,2	1,9	10,0
Inde	0,0	0,2	7,1	35,9	64,0	42,7	20,9	30,9	3,6	3,0	30,0
Indonésie	0,0	1,3	19,0	43,7	56,3	34,2	8,7	11,0	3,1	3,6	25,0
Mexique	0,1	1,6	24,1	54,5	45,5	24,6	4,9	4,7	2,4	1,9	12,0
Pérou	0,1	2,6	27,5	60,4	49,6	29,8	5,5	6,0	2,5	2,4	19,0
Fédération de Russie	0,2	1,8	22,6	53,2	46,8	24,4	4,5	5,1	2,2	2,4	12,0
Uruguay	0,1	1,9	27,6	62,8	37,2	21,4	4,7	4,7	2,4	2,2	12,0
Viet Nam	0,1	2,9	27,7	59,7	40,3	23,2	6,9	5,0	2,4	2,1	15,0

Note: Les rapports interdéciles estimés indiquent les valeurs seuils.
Source: Calculs du BIT à partir de sources indiquées voir annexe IRS.

À propos d'esclavage, les enfants constituent, en la matière, une vaste armée de réserve. Lorsque, au XIX[e] siècle, Marx avait décrit cette armée de réserve de travailleurs, puisés dans les cohortes de sans-emplois, il ne savait pas que, en 2015, la Banque mondiale indiquerait que la population mondiale sous le seuil de pauvreté, selon l'indice réévalué à 1,9 dollar/jour, atteindrait, plus de 700 millions de personnes ; en retrait il est vrai par rapport au 1,2 milliard estimé 4 ans plus tôt sous le seuil de 1,25 dollar/jour. On imagine aisément que, monstrueusement, les enfants survivant au sein de cette population sont des victimes « de choix ». L'UNICEF définit le travail des enfants comme dangereux pour la santé et le développement, de tous points de vue, ou encore qui compromet leur éducation quelles qu'en soient les causes. L'Agence de New-York repère trois catégories de travail auxquelles sont soumis les enfants : plus de 317 millions de 5 à 17 ans exercent un travail qui, pour autant selon l'UNICEF, ne compromettrait ni leur développement, ni leur santé, et n'entraverait pas leur scolarité. 218 millions sont astreints, en infraction de la convention 138 de l'OIT, à des travaux dangereux et forcés dans des groupes armés ou de trafiquants, ou encore soumis à l'exploitation sexuelle. Enfin, 125 millions sont condamnés à la pire des exploitations, réprouvée par la convention 182 de l'OIT et agissant dans le même type « d'activité » que les 218 millions recensés précédemment. Ce sont donc 660 millions d'enfants qui travaillent dans le monde, dont plus de la moitié, soit 343 millions, dans des conditions particulièrement odieuses.

Nombre de publications d'Attac alertent depuis longtemps sur la montée, tous azimuts, des inégalités dans le monde, notamment dans la revue *Les Possibles [5]*. Les économistes hétérodoxes, de nombreux progressistes de diverses disciplines avertissent du danger extrême que représentent ces excentricités innommables. Même le Saint des saints de l'ultralibéralisme, le Fonds monétaire international, finit par proclamer dans des textes officiels ce que plusieurs de ses économistes écrivaient depuis plusieurs mois dans les *working papers*. Il faut dire que, en l'occurrence, il s'agit d'une adresse destinée au G20 qui s'est réuni les 7 et 8 juillet 2017 à Hambourg ; le risque que ces hauts personnages sur-entendent les quatorze pages de la note du FMI était modeste. Madame Lagarde, la directrice générale du Fonds, présentant le travail de ses experts, avertissait cependant, « si on n'agit pas, cet ensemble de préoccupations [les vulnérabilités du secteur financier] pourrait constituer une recette pour une crise financière brutale ». On lit, en effet dans le rapport que « la faible croissance de la productivité et la répartition inégale des gains économiques limitent, à l'avenir, la croissance, en particulier dans les économies avancées ». Est mise notamment en cause l'insuffisance de l'investissement, illustrée par le graphique reproduit ici. Il trace l'évolution pour quatre pays, de 2005 à 2016, du total de l'investissement, mesuré en pourcentage du PIB.



Alors quoi ? Le monde capitaliste se retrouverait-il à l'aube d'une de ses crises dont il a le secret ? En 2006, de nombreux économistes, hors la kyrielle de ceux qui « savaient » l'économie et peuplant les cercles mondiaux *mainstream [6]*, démontraient que le système ne pouvait conduire qu'à son effondrement, temporaire en tout cas. Pourtant, certains, peut-être plus perspicaces, se montrent pessimistes ; en septembre 2006, lors d'un séminaire tenu au FMI, Nouriel Roubini professeur d'économie à l'Université de New York, surnommé, par ses confrères clairvoyants, *Mr Doom [7]*, estimait très élevés les

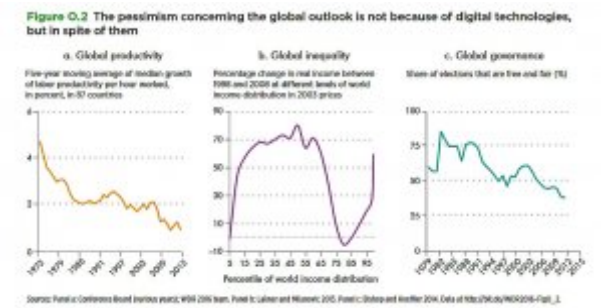
risques d'un éclatement d'une bulle immobilière aux États-Unis. La majorité des participants économistes traita ses propos par la dérision : aucun modèle ne prévoyait pareilles divagations ! Pourtant, en 2017, les modèles économiques savent mieux prendre en compte « la liquidité financière, la dette, les asymétries de marché, l'articulation entre politiques monétaire et budgétaire », etc., mais l'immense majorité des économistes ne peut penser en dehors du postulat de base affirmant que le marché finira par triompher ! Comme toute révélation, le dogme est impossible à contredire auprès de tous ceux qui y succombent. « Priez et implorez, mettez-vous à genoux, la foi viendra d'elle-même ou elle ne viendra pas ».

En 2017, les extravagances financières sont au plus haut. Les résultats du premier semestre de l'année sont « plus qu'excellents ». Les profits sont supérieurs de 16 % à ceux de la même période 2016 pour les plus grands groupes mondiaux. Henderson Global Dividend Index donne, pour le premier trimestre, des résultats très « encourageants ». Un directeur exécutif de JP Morgan Europe, Vincent Juvyns, déclare, plein d'admiration, parlant des entreprises, « elles ont réduit leurs dépenses, relativement peu investi, et utilisé une partie de leur cash pour racheter leurs propres titres, ce qui augmente d'autant le bénéfice par action ». Avouez que jusqu'ici, comme peut le déclarer Apple avec ses 261 milliards de dollars de cash, tout va bien …

Pourtant, comme on peut le lire dans l'article ci-dessus, *Michelin doit rester agile*, les principaux propriétaires du capital de par le monde – les investisseurs, comme ils disent – n'ont pas manqué de ressources directes, 1 154 milliards de dollars de dividendes en 2016 ! Quand est évoquée une « crise financière brutale », l'évasion fiscale mondiale ne devrait pas ne pas devoir apparaître au premier plan. Or, qui est poursuivi ? Ceux qui dénoncent les vilenies sont sanctionnés alors que les fraudeurs sont épargnés. On voit clairement que l'on touche là au nerf de la guerre. L'étude la plus documentée en la matière est sans doute celle conduite par Tax Justice Network, à partir d'une large compilation, y compris le rapport annuel 2012 du FMI. L'estimation du détournement allait jusqu'à 26 000 milliards de dollars – soit dix fois environ le PIB français de 2015 – qui auraient dû laisser dans les caisses publiques mondiales quelque 225 milliards de dollars [8]. Richard Murphy, expert-comptable, professeur à la *City University* de Londres, expert international reconnu de l'évasion fiscale, estimait celle-ci, fin 2011 à 5 % du PIB mondial. Une étude, parue en mai 2017, considère que l'évasion, en pourcentage des revenus, augmente avec ceux-ci. Elle atteindrait 30 % pour le 0,01 % des plus riches ; ils ne sont que quelque 100 000 individus dans le monde, mais, selon le World Wealth Report, ils détiendraient 35 % de la fortune globale.

Alors, la « communauté » internationale ne peut pas supprimer l'esclavage pour 660 millions d'enfants ? Quand le ciel est noir et encore s'assombrit, peut-être notre seul recours ne serait-il plus que la poésie, comme ces vers que Louis Aragon pouvait écrire alors qu'était assassiné Federico García Lorca par les tueurs franquistes : « Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange/Un jour de palme un jour de feuillages au front/Un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront/Un jour comme un oiseau sur la plus haute branche. »

En 2016, la Banque mondiale, intitulait sa publication annuelle World developement report « Les dividendes du numérique ». Malgré la très large diffusion des technologies numériques, elle ne se montrait guère totalement optimiste ; donnant le ton, elle présentait, dans la figure 02 reproduite ci-dessous, trois courbes. La première, à gauche, montrait l'évolution, de 1973 à 2015, de la productivité mondiale mesurée, en moyenne mobile sur 5 ans, par la médiane de la productivité par heure travaillée. La seconde porte sur la période 1998 à 2008 et trace, en prix 2003, la variation du revenu réel pour différents niveaux de revenus à l'échelle mondiale. Enfin, on remarquera dans le troisième graphique, la baisse continue depuis le début des années 1980, du pourcentage des élections considérées comme libres et honnêtes dans le monde.

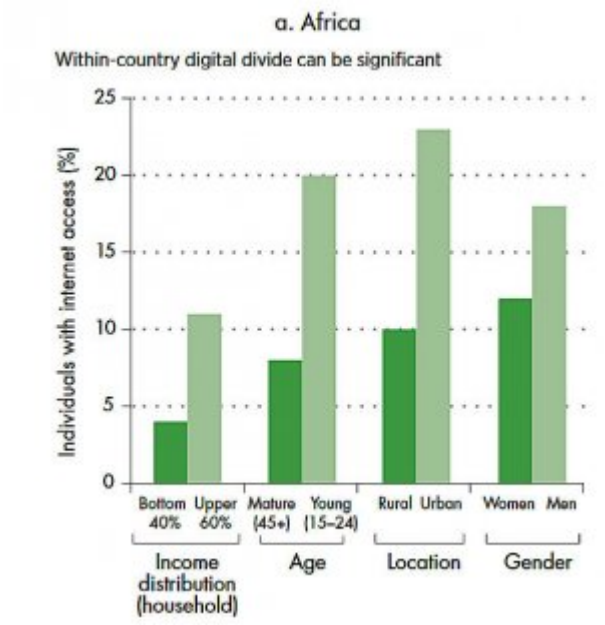


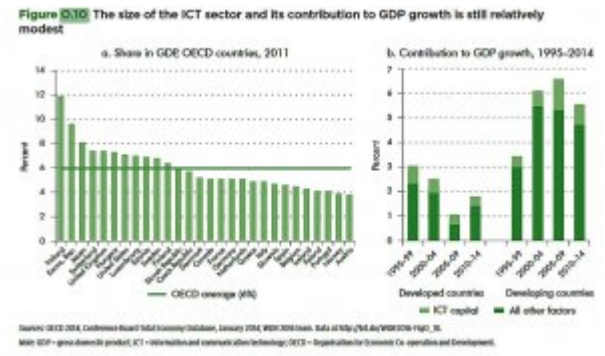
Les auteurs notent que si les technologies numériques rendent plus rapides, moins chères et plus faciles un très grand nombre de transactions exigées par de très nombreuses tâches, elles requièrent des *analog complements* qui sont très loin d'être suffisamment pris en compte, particulièrement dans le Sud. Ces prérequis analogiques sont exigés absolument partout. Parmi les innombrables exemples qui fourmillent dans tous les domaines, la Banque en cite un qui pourrait bien être emblématique. L'informatisation entourant la distribution mondiale des biens et services est censée servir aux consommateurs ; or si, par… pure malchance, les producteurs ou distributeurs contrôlent l'entrée sur le marché, les bénéficiaires en sont, en premier lieu et parfois exclusivement, les Walmart, Carrefour et autres Amazon. En quoi les 660 millions d'enfants au travail vont-ils voir arrêter leur calvaire quand, nous dit le rapport, 4 milliards de personnes n'ont aucun accès à internet et 2 milliards n'utilisent pas le téléphone. Sont-ce des dommages collatéraux que l'on ne peut pas éviter ?

Toutefois, le rapport ne cache pas la bonne opinion qu'il manifeste à l'égard de l'implantation du numérique, censée favoriser la croissance des services et de l'emploi. Bref, c'est globalement un monde merveilleux qui s'annonce. Il y faudra, cependant, un climat « propice aux affaires » et une bonne gouvernance. On est quand même à la Banque où l'imprégnation néolibérale reste profonde. On imagine, par exemple, que la « simplification » du Code du travail qui, en France, est dans les cartons de la présidence Macron, fait incontestablement partie

de ce qu'il faut faire pour favoriser ce climat propice aux affaires ! Mais la Banque est encore la Banque quand elle ajoute une troisième exigence : un capital humain solide qui exige évidemment une large et profonde formation ; rien n'est dit, toutefois, sur le financement de cette formation. Comment fait-on, en effet, pour les pays les moins développés (1 milliard d'habitants) quand le PNUD nous apprend, dans son rapport 2016, que 20 % de leur population de plus de 25 ans disposent, au moins, d'une éducation secondaire, pendant qu'il s'agit de 89 % dans celle qui est recensée à très haut développement (1,3 milliard d'habitants) ? Les auteurs prennent d'ailleurs le soin de préciser que le numérique peut, sous certaines conditions, favoriser un développement durable pour tous, mais qu'il ne saurait être une condition suffisante pour ce faire. En effet ! On voit, avec la figure 0.6, la réalité de l'accès à internet en Afrique en 2016. La figure 0.10 montre, de la même manière, un aspect de la réalité macroéconomique du secteur.

Figure 0.6





Parfois, ce que fait la main droite, manifestement peu recommandable, est mis sous le boisseau, pour mettre sur le devant de la scène ce que fait la main gauche, présenté comme louable. On trouvera plusieurs illustrations de cette pratique dans une série d'enquêtes menées par l'ICIJ. En 2015, le Consortium pour le journalisme d'investigation [9] publiait plusieurs comptes rendus d'enquêtes conduites à propos de projets menés par le groupe de la Banque mondiale, en particulier la SFI (Société financière internationale - IFC (*international finance corporation*), la filiale de la Banque pour le financement du secteur privé [10]. Celle-ci n'hésite pas à financer des banques locales, lesquelles, à leur tour, accordent des prêts dont elles ne contrôlent guère l'objet. On pourra, entre autres, parcourir le document publié en avril 2015 qui montre comment la Banque ne respecte pas *its promise to protect the poor.* On y lira, notamment qu'elle a provoqué le déplacement de trois millions de personnes dans divers pays. Par exemple, en 2013, ce sont 9 000 femmes, enfants et hommes qui ont dû déguerpir sous l'avancée des engins encadrés par la police ; il s'agissait d'une opération de rénovation urbaine à proximité de Lagos, au Nigeria ! Mais tout cela avec les meilleures intentions du monde que l'institution de Washington appelle *Environmental and Social Framework* (ESF), qui prétend à un développement plus humain et démocratique. L'adoption de cet ESF ne devant, assure-t-on en effet, porter aucun préjudice ni aux populations ni à l'environnement ! Cette atteinte est, précisément, ce que plusieurs de ses experts reprochent : ne pas, systématiquement, respecter l'objectif invoqué. Depuis 1993, a été mis en place le *World Bank's Inspection Panel*, qui rend compte directement au conseil d'administration. À propos du projet de réhabilitation nigérian, le Panel a enregistré des dizaines de plaintes entre 2004 et 2013, à la suite desquelles il a été amené à conclure que la Banque – qui a déclaré n'être pas impliquée dans les démolitions – « n'était pas parvenue à empêcher les expulsions forcées de populations pauvres et vulnérables ». Or il est évident que l'augmentation de grands projets, de type barrages ou oléoducs, conduit inexorablement à de telles situations.

Le diesel, nous aussi alors ?

Sous nos contrées verdoyantes, « on » se pouvait s'imaginer à l'abri des pires maux quant aux pires dangers dus à l'usage du diesel. Comme lu dans La malédiction du pétrole, l'Europe, comparée à l'Afrique, prétendait s'estimer protégée contre les émissions soufrées.

Patatras, onze scientifiques publient le 15 mai 2017 dans *Nature* un article relatif aux conséquences du rejet des oxydes d'azote, les fameux NOx, par les véhicules utilisant le diesel. Les irresponsables ! Ils désignent onze des marques les plus renommées comme comptables, en 2015, de 38 000 décès prématurés, dont 11 500 en Europe. Le tiers des poids lourds, mais aussi la moitié des véhicules légers ne respectent pas les normes en vigueur. L'étude porte sur les pays de l'OCDE, et sur la Chine, l'Inde et le Brésil. On se souvient que Volkswagen avait reconnu, en 2015, avoir utilisé un logiciel qui abaissait artificiellement le taux des émissions d'oxydes d'azote pour permettre l'homologation de onze millions de véhicules, et ce depuis 2008.

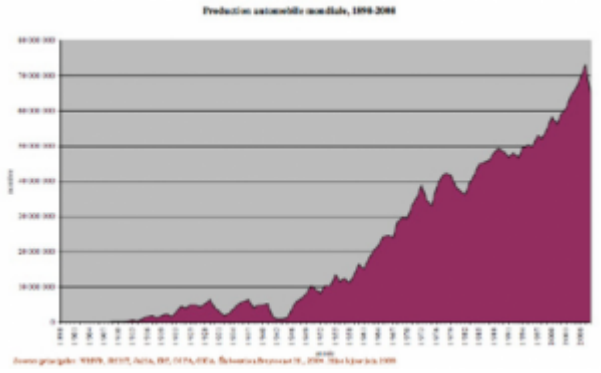
Les auteurs ont calculé que les véhicules diesel ont rejeté en 2015, dans le cadre géographique qui vient d'être rappelé, plus de 13 millions de tonnes de NOx, soit une quantité supérieure de plus de 50 % à celle estimée lors des mesures effectuées en

laboratoire par les constructeurs. L'étude se montre plus inquiète encore pour l'avenir, puisqu'elle précise que, si rien n'est fait, ce sont 174 000 morts prématurées qu'il faudra comptabiliser en 2040.

Le nombre de véhicules vendus dans le monde ne cesse de croître ; après la crise de 2008/2009, le total vendu s'établissait, en 2016, au niveau de celui relevé en 2005, soit 66 millions. On en comptait, selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA), 94 millions de véhicules vendus dont plus du quart en Chine. En 2007, le chiffre était de 71 millions.

Le graphique reproduit ici est établi par l'OICA, il montre l'évolution, de 1998 à 2015, de la vente dans le monde, en millions, de véhicules à moteurs.

Allez, tous en chœur : *Make our plantet always first* !



Mais, rassurons-nous, les pollutions de toutes natures sont beaucoup plus graves encore, surtout… ailleurs ; il suffit de voir, dans World's worst pollution pollution, la couleur des déchets et celle de… ceux qui les subissent. *Green cross* est une ONG créée dans la foulée du Sommet de la Terre tenu à Rio en 1992 et *Pure Earth* mise en place, d'abord sous le nom de *Blacksmith*, en 1999. Depuis, ces deux ONG s'attachent à rendre compte de l'état des pollutions dans le monde. Ensemble, elles ont publié le rapport qui vient d'être indiqué. Au-delà des chiffres et données figurant dans ce document, on ne saurait trop recommander d'observer les photos qui, toutes, mettent en scène, si on ose écrire, toute la misère du monde. Les auteurs les ont intitulées « substances toxiques sous nos pieds ».

Les pires pollutions classées selon le nombre d'années d'invalidé provoquées

Classement	Industries	Nombre d'années d'invalidité
1	Batteries	2 000 000 à 4 800 000
2	Mines	450 000 à 2 600 000
3	Plomb (fonderies)	1 000 000 à 2 500 000
4	Tanneries	1 200 000 à 2 000 000
5	Orpaillage	600 000 à 1 600 000
6	Décharges industrielles	370 000 à 1 200 000
7	Terrains industriels	370 000 à 1 200 000
8	Productions chimiques	300 000 à 750 000
9	Produits divers	400 000 à 700 000
10	Industrie de la teinture	220 000 à 430 000

Ils évaluent à 200 millions le nombre d'êtres humains dont la santé est altérée par ces substances et à 9 millions de morts prématurées chaque année. C'est le plomb (batteries et fonderies) qui est responsable du nombre de morts le plus élevé, allant jusqu'à plus de 7 millions. Sont aussi particulièrement nocifs le chrome des tanneries et le mercure de l'orpaillage.

N'allez pas penser une seconde que les propriétaires de capital des entreprises mondiales, industrielles ou de négoce, auraient quoi que ce soit à voir avec les turpitudes auxquelles se livrent tous ces gueux. Le fait qu'ils s'y livrent pour survivre, pas longtemps il est vrai [11], ne saurait être une excuse !

Monsanto papers

On se souvient du tsunami provoqué dans le Landerneau des riches par la publication de millions de documents, réputés confidentiels. Un consortium international de journaux mettaient en évidence la fraude fiscale à échelle mondiale. Pour ces messieurs, la faute ne leur incombait évidemment pas ; seuls étaient coupables les lanceurs d'alerte ! Tout tournait bien autour des paradis fiscaux, instrument parfait largement utilisé par les propriétaires du capital.

Le journaliste scientifique Stéphane Foucart a publié, avec son confrère Stéphane Horel, dans *Le Monde* du 2 juin 2017 un premier article intitulé « Opération intoxication », suivi, le 3 juin par « Les moissons du fiel ». Ils ont eu l'excellente idée de désigner leur étude sous l'appellation *Monsanto papers*. Faisant ainsi référence à d'autres monstrueuses turpitudes, ce document est présenté ainsi « pour sauver le glyphosate, la firme américaine a entrepris de démolir, par tous les moyens, l'agence des Nations unies contre le cancer, qui a classé son produit phare cancérogène » .

L'affaire ne date pas d'aujourd'hui, on pourra lire L'agriculture chimique, une nécessité ? ou OGM : Il a montré leur toxicité, il

doit être exécuté ou encore Alors ces pesticides ?

Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a été créé en 1965 par l'OMS (Organisation mondiale pour la santé) et avait rassemblé sur ses fonts baptismaux cinq pays, dont les États-Unis ; aujourd'hui, il y en a vingt-deux de plus. Son siège est à Lyon, où il fait partie du cancéropole installé dans cette ville (CLARA). Les travaux scientifiques du CIRC sont publiés sous forme de monographies – il y en a 113 aujourd'hui, constituées chacune de plusieurs centaines de pages – le volume 112 a été publié le 20 mars 2015 ; il est connu sous l'appellation Volume 112 intitulé *Organphosphate insecticides and herbicides.* Sur les 464 pages du document, 26 sont consacrées à un préambule et des remarques générales détaillant la procédure scientifique utilisée tout au long de l'étude, de même que sont présentés les 24 spécialistes ayant contribué à l'étude. Pour les « experts » engagés par Monsanto et ses avocats, ce ne sont ni la rigueur ayant présidé aux travaux, ni la compétence et la renommée de ceux qui les ont menés qui importent, puisque seul compte le résultat qui doit être celui qui convient à la firme. Celle qui n'a pas reculé à livrer à l'armée états-unienne 80 millions de litres de son agent orange. Selon l'Académie des sciences des États-Unis, ils allaient ravager 20 % des forêts vietnamiennes et 400 000 hectares de cultures. Une telle opération humanitaire ne va quand même pas être écartée au prétexte que près de cinq millions de personnes vont être exposées à cet herbicide ; les responsables le savaient déjà parfaitement inoffensif pour les humains !

La liste des palinodies européennes au sujet des décisions qui devraient, de toute urgence, être prises afin de préserver la santé humaine ne finit pas de s'allonger. Malgré les décennies de désastres constatés et le nombre d'études les documentant, l'Autorité européenne des produits chimiques (ECHA, en anglais REACH), la très mal nommée Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) continuent de prétendre que le glyphosate est sans danger. *Vade retro satanas !* Il faut dire que, les pauvres, craignent la vindicte puissante de Monsanto, dont la fusion avec le groupe allemand Bayer est largement combattue. La Commission européenne elle-même a décidé, fin août 2017, de lancer une enquête approfondie sur les conséquences [12] d'une telle fusion. Dès le lendemain de la publication du *Volume 112* – qui, notamment, montre que le glyphosate endommage l'ADN de l'animal –, les foudres de la firme du Missouri ont été déclenchées avec une violence extrême. Parmi les 24 spécialistes évoqués, on trouve le Professeur états-unien Christopher J Portier, de renommée mondiale, au CV impressionnant, jouissant d'une très grande réputation auprès de ses pairs ; il avait été appelé en qualité de « spécialiste invité ». Les plumitifs au service de Monsanto se sont déchaînés, l'accusant de pratiquer de la *junk science*, pour reprendre les termes les moins orduriers. Sur l'air du Renard de La Fontaine qui, mourant de faim mais ne pouvant atteindre les magnifiques raisins convoités, déclara qu'ils étaient trop verts, tout juste bons pour des « goujats ». Il est vrai qu'il est sans doute plus aisé d'être expert en goujaterie plutôt qu'en santé environnementale et autres spécialités de Monsieur Portier.

Mais, dans cette affaire, le plus inadmissible n'est pas tant la goinfrerie de Monsanto – entendons ses propriétaires – qui, tout simplement, défend ses privilèges [13], que la bienveillance, si ce n'est la connivence, que lui accordent les autorités publiques, précisément chargées de veiller à l'intérêt général. Que l'EFSA mobilise des scientifiques pour apprécier la qualité des études qui mettent en cause la non-toxicité d'une molécule présente dans un produit commercial, en l'occurrence le Roundup de Monsanto, rien que de plus classique et rassurant, *a priori*. Mais alors, comment imaginer que l'EFSA fasse fi, sur le même sujet, d'une étude conduite, après celle du CIRC, par 14 scientifiques, publiée le 17 février 2016, après soumission à comité de lecture, en accès libre et recensée par la revue des revues scientifiques états-unienne, spécialisée dans le domaine de la santé PMC ? On remarque pourtant dans cette étude que les chercheurs, dès le résumé la présentant, une phrase qui aurait dû conduire l'attention de l'Agence bruxelloise à, pour le moins, poursuivre ses investigations. On lit, en effet : « nous [les auteurs de l'étude] proposons une série de recommandations relatives à la nécessité de nouveaux investissements dans des études épidémiologiques, des études de biosurveillance et de toxicologie qui s'appuient sur les principes de l'endocrinologie afin de déterminer si les effets des GBH [herbicides utilisant le glyphosate] sont dus à des activités perturbatrices endocriniennes ». Mais, peut-on, raisonnablement, attendre d'une firme qui laisse ses thuriféraires-blogueurs [14] se vautrer dans la plus obscène vulgarité qui n'a guère d'égal que l'indigence de la pensée ?

Plus graves que ces petits marquis de qui on ne peut guère attendre qu'ils envisagent de, comme le chantait Brassens, *mourir plus haut que leur cul*, on trouve des gens et institutions des plus respectables ; Bruce Chassy, professeur émérite de l'université de l'Illinois, ou des organes de presse prestigieux tels Reuters, Forbes ou des institutions comme *Hoover Institution* ou *American Council on Science and Health*, dont plusieurs illustrés lors de la valeureuse bataille des cigarettiers ! Il est vrai que les États-Unis vivent désormais sous l'ère des *faits alternatifs* !

Faits alternatifs, mais véritable conduite pour nuire. Ainsi Monsanto, pour ne pas apparaître elle-même, a-t-elle confié à Interteck, une agence spécialisée dans la production de données scientifiques vendues à des entreprises en difficulté « d'image », pour qu'elle recrute seize personnalités, rémunérées par Monsanto qui les a chargées de « réexaminer la monographie du CIRC sur le glyphosate ». Mais, ce n'est pas suffisant ; les experts états-uniens ayant participé aux travaux du CIRC sont sommés de rendre compte de l'emploi des fonds aux autorités états-uniennes, les États-Unis participant au financement de l'institution. Le plus simple étant, en effet, de couper les crédits pour supprimer une agence que l'on veut voir disparaître.

Mais qu'attendre d'autre de la part de ceux qui défendent, et défendront bec et ongles, les centaines de milliards de dollars procurés par ces marchés aussi fabuleux. Quoi, dira-t-on, la santé humaine est menacée, la biodiversité est en cause et la pollution des sols est avérée ? Et alors, il y a longtemps qu'Henri IV, face à de grands enjeux, déclarait qu'il ne fallait pas reculer

devant une petite cérémonie, alors pensez donc, là, il s'agit de milliards, de *real money*, *Sir* ! Cependant, une fois encore, on se croit en droit d'attendre des instances publiques, surtout internationales, qu'elles protègent citoyens et environnement. Le *Joint Meeting on Pesticides Residues* (JMPR) est un organisme conjoint OMS/FAO pour en contrôler leur fonctionnement conformément aux règles de l'art. Que fait ce JMPR en pleine tourmente ? Il contredit le CIRC et dédouane le glyphosate. Or, on s'aperçoit que trois des membres éminents [15] de cet organisme sont, en même temps, rémunérés par le puissant lobbyiste *International Life Science Institute*, financé par de petits commerçants locaux comme Monsanto, Bayer ou Kellog. Sont-ce là les règles de l'art ? Dans le cadre de l'enquête menée par *Le Monde* et déjà signalée, les auteurs se sont vu répondre que « aucun expert n'était dans une situation de conflit d'intérêts l'empêchant de participer au JMPR ». Deux Rapporteurs auprès des Nations unies, Hilal Elver et Baskut Tuncak, ont appelé « respectueusement l'OMS à expliquer comment exactement elle en est arrivée à conclure que les liens des experts avec l'industrie ne représentaient aucun conflit d'intérêts, apparent ou potentiel, en fonction de ses propres règles ». Allons, nous pouvons dormir sur nos deux oreilles !

Le CEO(*Corporate Europe Observatory*) est une ONG très active qui se présente comme un centre d'étude visant à mettre en évidence le processus de décisions de l'Union européenne qui « conduit à des politiques qui aggravent l'injustice sociale et accélèrent la dégradation de l'environnement à travers le monde. Il est crucial de mettre fin au pouvoir des entreprises et d'exposer le *greenwashing* pour permettre ainsi de répondre réellement aux problèmes mondiaux comme la pauvreté, le changement climatique, l'injustice sociale, la faim et la destruction de l'environnement ». Le CEO publie en juin 2017 Recruitment errors. Les auteurs feignent ainsi de croire que l'EFSA (Autorité européenne pour la sécurité des aliments) a mal conduit ses recrutements. En effet, on verra dans le tableau présenté en page 13 que près de la moitié des experts à la disposition de l'Autorité sont en conflits d'intérêts financiers avec l'industrie qu'elle est censée réguler. L'EFSA récuse les conclusions du CEO, notamment en montrant que tous ses experts sont, aussi, consultés par les autres instituts scientifiques européens. Elle semble ne pas se rendre compte qu'elle noircit considérablement le tableau général dans la mesure où ces instituts sont, désormais, privatisés ou ouverts aux capitaux privés !

Si l'EFSA a toute confiance dans la parfaite rectitude de ses experts, pourquoi n'applique-t-elle pas l'une des recommandations qui figurent pages 13 et 14 ? On y lit, en effet que, comme largement réclamé, l'ensemble des données sur lesquelles s'appuient les experts devraient être rendues accessibles à la communauté scientifique. Ce paraît être le moins, en effet, qui puisse être exigé.

On promet la publication d'une nouvelle charte d'indépendance. Allons, le pire n'est jamais sûr !

Post-scriptum

Dans un article de Stéphane Foucart du Monde du 17 septembre 2017, on lit : « aux nombreuses accusations de collusion ou de complaisance, formulées ces derniers mois [...], s'en ajoute une nouvelle, qui surpasse toutes les autres en gravité. » On y apprend que, l'Allemagne ayant été désignée comme État rapporteur sur le dossier du glyphosate, l'institut fédéral allemand a purement et simplement repris mot pour mot des passages entiers d'une étude commandée par Monsanto et publiée en 2013 !

Comme le déclare l'EFSA « aucun expert n'était dans une situation de conflit d'intérêts l'empêchant de participer au JMPR »...

Un nouveau danger pour la santé des enfants ?

On peut lire dans Grave, la pollution ? que la Banque mondiale chiffrait, en 2016, à 225 milliards de dollars les pertes de revenus du travail dues à des décès prématurés provoqués par la pollution.

Au moins, pensaient certains, les programmes d'ajustement structurel (PAS) promettaient-ils des lendemains qui chantent aux pays en développement. Rétablissez vos comptes publics, et tout ira bien. Mais que donc pouvait-on espérer de programmes d'austérité, souvent d'une brutalité extrême ? Une abondante littérature démontre l'inanité de cette prétention visant à faire croire que mal soigner, mal enseigner, mal nourrir et sacrifier l'environnement pouvaient être bénéfiques.

Aussi, quand on lit que six chercheurs publient dans la revue de l'Académie des sciences états-unienne, Proceedings of the National Academy of Sciences, une étude s'attachant à étudier les conséquences des programmes du FMI sur la santé des enfants, on ne résiste pas à consulter Impact of International Monetary Fund programs on child health.

Certes les auteurs restent prudents, quand on traite de travaux du FMI, mieux vaut être précautionneux, une poursuite pour diffamation, conduite aux États-Unis, peut vite pointer son nez. Aussi n'affirment-ils nulle part avoir mis en évidence, un « lien direct » entre les plans du FMI pour rétablir les comptes publics de pays en développement, les PAS, et les indicateurs de santé de ces pays.

Pour autant, ils ont compilé les données recueillies, dans les années 2000, pour 67 pays ayant « bénéficié » du soutien du FMI. Les auteurs décèlent dans ces programmes des « effets contradictoires ». On est toujours quelque peu admiratif devant le savoir-écrire des économistes *mainstream* ; ils sont capables de mettre en miroir « la stabilité économique, ce qui est porteur d'effets bénéfiques pour la population » et « les mesures d'ajustement imposées par le FMI [qui] diminuent les effets protecteurs de l'éducation des parents sur la santé infantile ». Ces universitaires sont capables de garder leur sang-froid ; ils

remarqueront que, si l'indice de développement humain (IDH), qui combine le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation, calculé par le PNUD depuis 1990, a progressé pour le milliard d'êtres humains vivant dans les pays les moins développés (PMA), ils ne contesteront pas que celui du 1,3 milliard vivant dans les pays à très haut développement humain a crû bien davantage encore. Mais quelles mesures adopter devant un IDH des plus pauvres encore à 45 % de celui des plus nantis, en moyenne évidemment, en 2015 ? Que fait-on devant une malnutrition infantile, pour les enfants de moins de 5 ans, de 36 % d'une population de 3,5 milliards d'humains ? Les chercheurs notent qu'avec des parents éduqués les risques de malnutrition infantile sont réduits de 38 % en règle générale, mais seulement 21 % dans les cas où le pays est sous intervention du FMI, en raison, notamment, de la contraction des salaires.

Le FMI conteste les conclusions publiées par l'Académie des sciences, au prétexte que les liens de causalité n'étaient pas clairement établis. Les cigarettiers ont, depuis longtemps, tenté de démontrer que fumer ne conduisait pas automatiquement au cancer du poumon.

Pourtant, il s'agit là d'une affaire ancienne. Le 27 mars 2013, huit scientifiques publiaient dans *The Lancet*, Financial crisis, austerity, and health in Europe, montrant que les plans d'austérité infligés à la Grèce et au Portugal avaient profondément affecté le système de santé de ces pays. La Grèce s'est vu imposer une limitation des dépenses publiques de santé à 6 % de son PIB. Les auteurs mettent en évidence des conséquences variées, comme la réapparition du paludisme, la multiplication des cas de dengue, mais aussi la prévalence des troubles mentaux et des taux d'augmentation des suicides allant jusqu'à 40 %.

Les scientifiques à l'origine de cette publication relative aux conséquences de l'austérité sur la santé, ont cherché pourquoi, en Islande, la forte dépression qui a suivi la Grande Récession mondiale de 2007/2008, ne s'est pas accompagnée des graves conséquences en matière de santé qu'ont connues d'autres pays européens comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande. Ils ont mis en évidence que, par le référendum de 2009, les Islandais avaient imposé parallèlement à la dévaluation décidée, un puissant accompagnement social. Les investissements décidés devaient être accompagnés de mesures destinées à soutenir le retour à l'emploi. Ils ont constaté, par exemple, que les habitants ont changé complètement leur mode de nourriture en raison de la forte augmentation du prix de la nourriture importée, les contraignant à revenir à une nourriture traditionnelle. Ils ont, en outre noté que sont réapparues des valeurs de solidarité et ont ainsi constaté que, malgré la gravité de la situation, les suicides n'avaient pas augmenté !

Bien entendu, le scientifiques ne prétendent pas avoir repéré tous les éléments qui, appliqués *ne varietur*, pourraient conduire au bonheur universel – ils n'avaient pas la prétention des thuriféraires du consensus de Washington – mais ils remarquent que la coopération semble largement bénéfique pour… la population.

À propos de coopération, on reste interdit à la lecture du rapport paru le 19 juin 2017 du UNHCR, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, qui dénombre plus de 65 millions de réfugiés à la fin 2016 dans le monde, dont plus de la moitié d'enfants. On sait aussi que l'ONU nous alerte sur le sort des 250 millions de réfugiés climatiques qu'elle prévoit en 2050. On imagine, entre mille autres abominations, la santé des enfants au sein de ces centaines de millions !

On entend, à satiété, les bonnes âmes, conscientes ou non, inonder de leurs libelles à propos des dangers mortels de la dette pour nos petits-enfants. Les cuistres, ils se gardent bien, évidemment, de dire que ces emprunts auprès des marchés financiers sont rendus nécessaires à concurrence de leur fraude fiscale par centaines de milliards et malgré d'autres centaines de milliards qu'ils récoltent de leurs comptes financiers. En revanche, on ne les entendra pas sonner le tocsin à propos de l'environnement que, lui, on va laisser aux générations futures. Qu'ils protestent donc à propos des destructions opérées par leur système ; n'ont-ils pas lu, entre des centaines d'alertes, cet avertissement publié le 23 mai 2017 dans la revue de l'Académie des sciences des États-Unis (PNAS) et adressé par trois scientifiques ? Ils avertissent que « l'humanité doit traiter immédiatement l'abattage anthropique de la population et la décimation ». Le WWF dans son rapport 2016 Planète vivante, donnait déjà l'évolution, entre 1970 et 2013, de trois indices particulièrement alarmants. Ce qu'il appelle l'Indice planète vivante (IPV) [16] a chuté sur la période de 38 % pour l'IPV terrestre, 81 % pour l'IPV eau douce et 36 % pour l'IPV marin ! La publication du PNAS indique que la sixième extinction à laquelle l'humanité est actuellement confrontée est massive et plus sévère que celle qui est perçue et exige un traitement immédiat. L'étude s'appuie sur les données de l'Union internationale pour la conservation de la nature, qui porte sur 27 600 espèces auxquelles s'ajoute une analyse détaillée de l'extinction de 1900 à 2015 de 177 espèces de mammifères. Celles-ci ont perdu 30 % de leur aire de répartition géographique. Les auteurs qualifient le processus « d'anéantissement biologique » !

C'est vrai, quoi, les maîtres du monde sont parfaitement clairvoyants quand ils alertent sur l'avenir alarmant que nous allons laisser. Dans sa *Lettre à nos petits-enfants* [17], Keynes – oui, celui qui évoquait « l'euthanasie du rentier », mais pas celles des espèces – écrivait, il y a 87 ans, « je m'attends au plus grand changement qui se soit jamais produit ».

La France offre les meilleurs soins de santé ?

On pouvait être fier, telle était, en 2000, l'appréciation, par l'OMS, du système de soins français. Aujourd'hui, le tableau semble plus mesuré, pour le moins. C'est, en tout cas, ce qui ressort de l'examen du Panorama de la santé établi en 2015 par l'OCDE. L'objet de ce court article n'est pas d'en faire une

présentation. On notera simplement qu'à partir de cinq critères présentés dans cette étude, la France n'est plus à la première place. On remarquera que cette rétrogradation est, en partie due à la faiblesse de l'investissement français dans la prévention. C'est ainsi que les dépenses qui lui sont consacrées ne s'élèvent tout juste qu'à 2 % des dépenses courantes de santé, contre près de 3 % pour la moyenne OCDE et quelque 6 % pour les deux premiers, le Canada et la Finlande.

Parallèlement à ces observations, il peut être de quelque intérêt de se reporter à une étude publiée en mai 2017 dans la revue britannique The Lancet. La minutieuse enquête a été réalisée sous la direction de Christopher Murray, professeur à l'Université de Washington et à laquelle ont contribué plusieurs dizaines de spécialistes. Elle a été menée dans 195 pays et territoires pendant la période allant de 1990 à 2015. L'équipe a élaboré un taux de la mortalité provoquée par les maladies, les blessures et autres facteurs de risque qu'elle a dénommé GBD (*Global Burden of Diseases*). Il est établi à partir de 32 maladies pour lesquelles le décès pourrait être, théoriquement, évité. Le GBD se montre sensiblement plus fin que les ratios utilisés qui se montraient trop approximatifs, en particulier en raison de la trop grande imprécision des certificats de décès. Des nombreux tableaux et cartes, il ressort que les inégalités de santé se sont accrues, au cours de la période de référence, partout dans le monde. La France, à cet égard, arrive au 15e rang. Les États-Unis se classent à la 35e place.

Gageons que cela inquiétera l'actuelle ministre française de la santé, farouche adepte de la vaccination à outrance des bambins français à un niveau qui place la France, de très loin, à la première place mondiale.

Que faut-il donc pour que les gouvernements comprennent ?

La revue *Les Possibles* rend compte, régulièrement des alertes répétées et documentées. Pour un aperçu, on pourra se reporter, entre autres, à Alors, cette pause dans le réchauffement ?, Le réchauffement climatique ? C'est pas nous !, Vraiment avec l'environnement, on exagère ! Encore, ne s'agit-il là que d'une infime partie des études évoquées.

L'extinction des espèces

Peut-être, après tout, l'actuel président de États-Unis, a-t-il raison d'estimer que la dégradation dramatique actuelle du climat ne l'est peut-être pas autant que le prétendent plus de 99 % des scientifiques compétents sur ce dossier ! Pour le moins, il y a peut-être aussi grave pour l'avenir de l'humanité !

Le PNAS, revue de l'académie états-unienne des sciences, publie début 2017, l'étude de trois chercheurs intitulée : sixième extinction biologique de masse attestée par la perte de populations vertébrées.

La planète entre, lentement, dans un épisode de perte majeure de sa biodiversité. La lenteur évoquée n'enlève rien, selon ces auteurs, à l'extrême gravité du phénomène.

Ils ont retenu un échantillon de 27 600 espèces vertébrées parmi lesquelles 177 espèces de mammifères et concluent à la mise en cause de l'humanité. Ces 177 espèces ont perdu, au moins, 30 % de leur aire de vie entraînant, pour 40 % d'entre elles, de graves pertes de population.

C'est l'écosystème terrestre qui est menacé et donc, avertissent-ils, c'est le maintien même de la civilisation qui est attaqué.

Toujours en mai 2017, la revue *Science* publie Where have all the insects gone ? L'article n'avait pas pour seul but de poser la question de savoir pourquoi les pare-brise d'aujourd'hui restaient propres après des kilomètres de parcours ; néanmoins, il y répondait par cette assertion aussi lapidaire qu'inquiétante : il n'y a plus d'insectes ! Des pièges posés en 2014 aux mêmes endroits où 25 ans plus tôt, une expérience semblable avait été conduite, mettent en évidence une réduction de 80 % de la biomasse d'insectes. Les scientifiques désignent le principal coupable de ce désastre : l'emploi des néonicotinoïdes dans les insecticides destinés aux semences. Ces substances, éminemment efficaces pour se débarrasser des insectes en agissant sur leur système nerveux central, seraient en voie d'être interdites au sein de l'Union européenne, mais sont toujours présentes. On continue à prétendre, en particulier Sygenta et Bayer, que rien n'est définitivement prouvé !

Pourtant, s'agissant des néonicotinoïdes, la chose est avérée, sauf pour les firmes qui n'ont pour seul horizon que le ligne, rouge, pour l'humanité, de leurs profits. Deux nouvelles études, publiées dans la revue *Nature* le 30 juin 2017, démontrent le caractère dangereux de ces produits pour les pollinisateurs, dont on sait le caractère indispensable pour la vie sur terre. D'une part, une Chronic exposure to neonicotinoids à l'abord des récoltes de céréales réduit gravement la production de miel. Les chercheurs ont examiné la critique de l'industrie chimique tentant d'appuyer leur prêche sur l'observation, incontestable celle-là, que simultanéité ne signifiait pas, nécessairement, causalité. À partir d'une étude menée dans une région canadienne productrice de maïs, pour mesurer l'amplitude et la durée de l'exposition à l'insecticide, les chercheurs affirment que les néonicotinoïdes affectent gravement l'activité sociale des ruches, on y constate une diminution du nombre de reines. Ils ont noté une aggravation de la situation quand était employé, en même temps que l'insecticide, un fongicide ; or, on sait que l'usage de ce type de produits, censés lutter contre les champignons, est quasi systématique. D'autre part une équipe internationale publie, toujours le 30 juin 2007 dans *Nature,* Country-specific effects of neonicotinoid sur les abeilles à miel et les abeilles sauvages. Elle a recensé un grand nombre d'études conduites en Hongrie, en Allemagne et en Grande-Bretagne sur les effets de l'enrobage de semences oléagineuses par des insecticides contenant des néonicotinoïdes. Sa conclusion est claire : « les néonicotinoïdes provoquent une

capacité réduite des espèces d'abeilles étudiées à établir de nouvelles populations dans l'année suivant l'exposition ».

Le risque de surchauffe

La revue *Nature climate change* publie le 19 juin 2017 Global risk of deadly heat. On y apprend que, aujourd'hui, un peu moins d'un tiers de la population mondiale, rassemblée sur 15 % du globe, est exposée à plus de 20 jours de canicule par an ; à la fin du siècle cette proportion pourrait s'élever à près des trois quarts.

L'étude, menée par dix-huit chercheurs britanniques et états-uniens entre 1980 et 2014, est la première d'une telle ampleur utilisant une méthode statistique « précise et innovante », selon l'appréciation d'un scientifique du laboratoire spécialisé de l'Institut Pierre-Simon-Laplace. Elle a pris en compte 1 949 observations liant chaleur excessive et mortalité, elles couvrent 164 villes de 36 pays différents. Cet examen leur a permis de déterminer les conditions, notamment de température, d'humidité, de vitesse du vent et d'ensoleillement, au-delà desquelles ils ont noté une surmortalité. Dans le scénario RCP2.6 [18], le plus favorable mais aussi le moins vraisemblable – en 2015, l'augmentation était déjà de 1° C –, l'augmentation de température par rapport à l'ère préindustrielle « ne » serait que de 1,7° C en 2100. On sait cependant que, au rythme actuel constaté, le réchauffement moyen en 2100 serait de 3,7° C. C'est dans ce contexte que les chercheurs estiment que 50 % de la population serait touchée. Mais ils font observer qu'ils n'ont pris en compte ni le vieillissement de la population, ni l'urbanisation conduisant à des concentrations urbaines surchauffées !

Messieurs Allègre et Courtillot vont sans doute, avec la rigueur scientifique dont ils savent faire montre pour contester les démonstrations de 98 % de la communauté scientifique mondiale en science du climat, affirmer de la manière la plus péremptoire que c'est peut-être vrai mais que l'activité humaine n'y est pour rien. Tout cela n'est que le résultat de l'activité solaire et que le CO_2 n'est, au pire, que subsidiaire.

Faut-il transmettre ces résultats, et bien d'autres tout aussi inquiétants, au ministre de la Transition écologique et solidaire du gouvernement de Monsieur Macron ou n'est-ce pas sa préoccupation du moment ? N'avait-il pas été pressenti par Jacques Chirac, alors président de la République française, quand celui-ci déclarait au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, « notre maison brûle et nous regardons ailleurs » ?

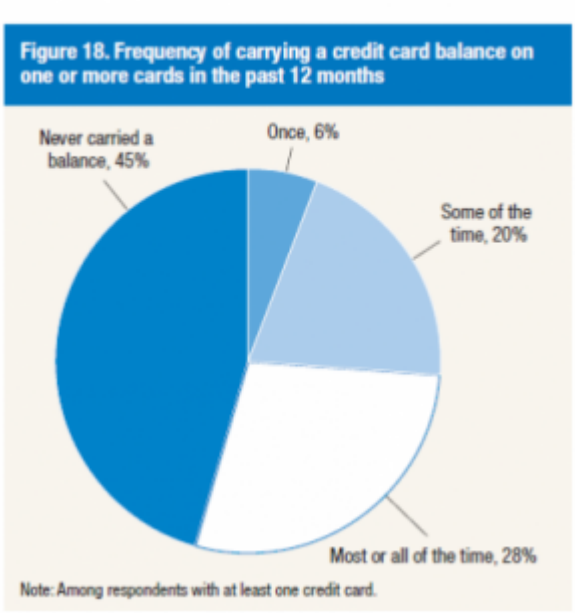
L'ouragan Harvey qui s'est abattu aux États-Unis sur la côte du Golfe du Mexique serait, selon l'agence de modélisation Enki Research, parmi les cinq catastrophes les plus coûteuses jamais enregistrées. Le coût estimé le 30 août 2017, alors que le nombre de morts n'était pas encore indiqué, s'élevait à 42 milliards de dollars. Michael Mann, climatologue états-unien, a déclaré à ce propos : « il y a des facteurs liés au changement climatique dont nous pouvons dire, avec un haut niveau de confiance, qu'ils aggravent les inondations ». Dans un entretien avec le quotidien *Le Monde* du 1er septembre 2017, Monsieur Erik Solheim, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), déclare : « ce qui arrive aujourd'hui était exactement prévu et correspond aux projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : alors que les températures augmentent, nous devons nous attendre à des événements climatiques extrêmes plus fréquents, accompagnés d'excès ou de manque d'eau. On ne l'observe pas seulement à Houston ou à Bombay, mais dans une large partie de l'Inde, du Népal, du Bangladesh, du Niger ou du Yémen, qui font face à de graves inondations, ou en Somalie, victime de sécheresses de plus en plus fréquentes ». Il ajoute « ce sont les catégories les plus vulnérables de nos sociétés, partout dans le monde, qui sont les plus touchées : les pauvres, les femmes, les personnes en situation de handicap ». C'est, par exemple, le cas du Niger qui, cette année encore, affronte des torrents d'eau au cours d'une saison des pluies ravageuses qui, à fin août 2017, avait provoqué 44 morts recensés et des dizaines de milliers de sinistrés. On pourra relire dans la revue *Les Possibles* de mars 2016, entre autres, Ah, Dieu, que le climat est joli !

La situation sociale aux États-Unis

Elle ne paraît pas mauvaise pour les présidents (CEO) des compagnies états-uniennes qui, selon une étude de l'union des syndicats AFL-CIO, ont perçu une rémunération moyenne de plus de 13 millions de dollars soit 347 fois plus que leurs salariés de base. Mais quoi, ils ont « travaillé dur » et débordent de talent, à preuve le dirigeant de la maison-mère de Google qui s'est attribué plus de 100 millions de dollars. Il les vaut bien, non ? L'AFL-CIO nous apprend que le salaire moyen des simples salariés était de 37 000 dollars, soit, en dollars constants, le même montant qu'en 1966. C'est la main invisible évoquée plus haut, que voulez- vous !

Cependant la situation, qui va se dégradant pour une majorité des Américains, n'a pas commencé avec les palinodies de Monsieur Trump.

Une étude de la Réserve fédérale parue en mai 2017 nous offre 172 pages fort instructives. Elles nous apprennent qu'un tiers de la population déclare éprouver des difficultés financières, sentiment qui pourrait être illustré par la figure 18, reproduite ici, où l'on voit que 71 % des porteurs de cartes de crédit ont été au moins une fois à découvert, dont 45 % de manière permanente. On pourra se reporter à États-Unis : comment y vivent ses habitants ? qui relatait l'enquête portant sur l'année précédente.



Dans la figure 19, que l'on retrouvera dans l'étude elle-même, on verra que plus de 54 % des jeunes de 22-24 ans vivent, pour des raisons financières, chez leurs parents. Sans doute n'est-ce pas étranger au fait que l'on découvre ailleurs dans la publication que 8,8 % de l'ensemble des locataires a subi en 2015 une expulsion, ou est sous la pression d'en subir une ; les *Hispanic*, eux, sont 15,6 % dans ce cas. On verra aussi page 41 que 54 % de la population éprouvent des difficultés financières, de faibles à substantielles, mais que, s'agissant des noirs [19], ce sont 67 % qui se trouvent dans ce cas.

Par ces tem

Table 6. Employment benefits offered to workers (by employment status)
Percent

Benefit	Full-time worker	Part-time worker	Contractor	All workers
Paid vacation/personal leave	89.7	32.8	10.2	77.3
Health insurance	89.2	33.4	14.0	77.2
Retirement benefits	78.2	28.5	8.2	67.4
Paid sick leave	76.1	27.4	8.4	65.5
Life insurance	74.2	19.4	8.8	62.6
Disability insurance	68.9	18.3	12.5	58.3
Maternity or paternity leave	60.9	18.8	11.7	52.0
Ability to work from home	26.6	14.4	43.5	24.9

Note: Among adults employed for someone else in their main job. Respondents can select multiple answers.

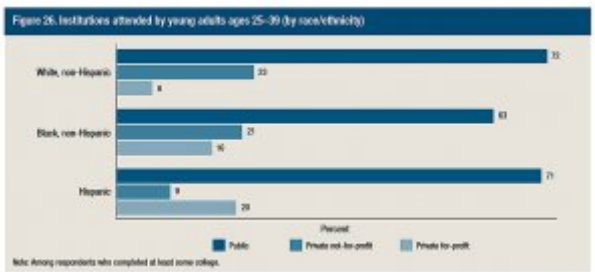
p

s où, en France, ceux qui veulent complètement rénover la manière de faire de la politique, semblent vouloir s'y engager à la mode de « tout changer pour que rien ne change » du célèbre Prince Salina, alias Le Guépard, de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, peut-être n'est pas totalement cause perdue que de leur montrer le chemin emprunté par les États-Unis, tant on les sent admiratifs de la « souplesse » de ce pays. La figure 6, reproduite ci-après, montre que si 78 % des salariés à temps plein bénéficient d'un système de retraite, seuls 28 % des temps partiels y ont droit. Soyons justes, les congés payés existent aux États-Unis pour… moins de 90 % des temps plein et le tiers des temps partiel. Comme écrivait Charles Trenet, *Y'a d'la joie bonjour, bonjour les hirondelles/Y'a d'la joie dans le ciel par dessus les toits*, mais c'était en 1936, en France avec le Front populaire !

On a pu lire, dans l'article ci-dessus *Michelin doit être agile,* que l'OIT a établi un épais rapport consacré à ce qu'elle dénomme *non-standard employment.* Aux États-Unis, selon la Réserve fédérale, 15 % des salariés déclarent avoir plusieurs employeurs et 60 % d'entre eux précisent qu'il s'agit d'un complément indispensable de revenu ou même que c'est là leur source de revenu primaire. En complément de l'enquête de l'AFL-CIO, la figure 9, reproduite ci-dessous, est éloquente. On y voit que 50 % des ménages états-uniens ont un revenu annuel inférieur à 50 000 dollars. Est-il convenable de rappeler que, pour le dirigeant de Google évoqué plus haut, il s'agit de 100 000 000 dollars ? Encore faut-il préciser que 54 % des *hispanic* gagnent moins de 40 000 dollars, par an, tandis que les *black* sont 53 % sous ce seuil. On voit que Monsieur Trump a raison de déployer toute son énergie contre l'*Obabacare*, puisque 25 % des chefs de famille ou conjoints ont déclaré souffrir d'un « sérieux » problème de santé ; vous n'imaginez pas ce que pourraient coûter pareilles libéralités. Mieux valait, en effet, ramener l'impôt sur les sociétés de 35 % à 15 %, baisse qui privera le budget fédéral de quelque 100 milliards de dollars. Parmi ceux qui ont déménagé, plus du tiers y a été conduit pour des raisons financières.

À propos de ce que les États-uniens risquent de subir si Monsieur Trump finit par gagner, on pourra se reporter à American Health care act of 2017. Il s'agit d'une étude publiée le 17 mai 2017 par le très rigoureux *Congressional budget office*. On y verra que 23 millions citoyens se retrouveront sans couverture en cas de maladie ; dans dix ans, ils seraient 51 millions !

On sait que l'administration Trump fait et fera tout son possible pour réduire tous les services publics. Il faut rappeler que sous celle d'Obama, des pans entiers avaient poursuivi leur chute. Pourtant, par exemple, dans la figure 26 reproduite ici, on voit que l'enseignement public est largement plébiscité, quelle que soit d'ailleurs l'ethnie interrogée.



La question de l'insuffisance de revenus quant à l'abandon du cursus au niveau du lycée apparaît clairement dans la figure 27 : près des trois quarts des élèves abandonnent pour des raisons d'ordre financier. Sans compter les lycéens qui doivent aider leurs parents ou prendre soin des enfants plus jeunes.

Table 27. Reasons for not attending college or not completing college
Percent

Reason	Reason for not attending college	Reason for not completing degree
Too expensive	37.0	42.7
Needed to earn money	37.0	36.1
Simply was not interested in college	33.5	n/a
Simply was not interested in continuing college	n/a	22.2
Wanted to work	26.8	29.0
Did not think benefits outweighed costs	18.7	18.8
Child care responsibilities	12.4	14.6
Supported or cared for parents or siblings	5.2	3.5
Was not admitted	1.0	n/a
Low grades	n/a	7.7
Other	14.6	11.6

Note: Among respondents who did not attend college or who went to college but did not complete their degree and are not currently enrolled in school. Respondents can select multiple answers.
n/a Not applicable.

Toujours au chapitre du financement des études, on verra dans la figure 29 de la page 52 du document, que 69 % des étudiants, âgés de 18 à 29 ans, et diplômés, ont contracté des emprunts à cet effet, dont le montant principal va jusqu'à plus de 36 000 dollars – équivalent au salaire annuel de 41 % des citoyens du pays – avec pour valeur médiane, 19 000 dollars.

On imagine que les revenus des retraités ont été, eux aussi, analysés dans l'étude. Le nombre de travailleurs n'ayant souscrit à aucun des régimes de retraite promus au niveau fédéral est de 33 % dont 62 % ne s'en sont pas vu offrir la possibilité. C'est une vision résumée du sort des retraités aux États-Unis. Du moins, à des degrés divers évidemment, pour 99 % d'entre eux, comme dirait Stiglitz.

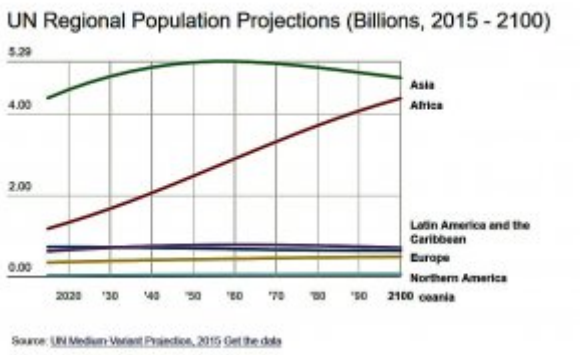
Pour autant, la conclusion générale de la Réserve fédérale est que la situation s'est légèrement améliorée, en 2016 : en effet il y aurait moins de personnes à ne pas pouvoir faire face à des imprévus modestes. Cependant, nous dit-elle, la situation reste préoccupante, puisque près d'un quart des adultes déclare ne pas être en mesure de faire face à la totalité des factures du mois. Cette situation est plus grave pour les « minorités ethniques », qui ont vu l'amélioration évoquée par la Banque centrale beaucoup plus lente pour elles. La détérioration de la formation, en général, semble fort la préoccuper ; on la comprend !

Pourtant, devant les résultats financiers mirifiques du premier semestre 2017, le 45e président des États-Unis déclarait en août 2017 que « les entreprises n'ont jamais gagné autant d'argent qu'actuellement » [20]. C'est vrai, depuis au moins l'énoncé du « théorème » de Schmidt, il y a plus de quarante ans, qui affirme que « les profits d'aujourd'hui… », les 7 milliards d'êtres humains devraient se réjouir de savoir que les plus riches des propriétaires du capital ont amassé des centaines de milliards de dollars au cours des derniers mois !

L'Afrique sauvera-t-elle le capitalisme ?

On pourra relire Afrique, avenir de l'humanité ?. Au seizième siècle, les conquistadors espagnols convainquaient toute une partie des dirigeants du moment qu'ils allaient ramener de mirifiques contrées du continent sud-américain des montagnes d'or. Il suffirait d'asperger, sans compter, les embarcations d'eau bénite et Dieu ferait le reste !

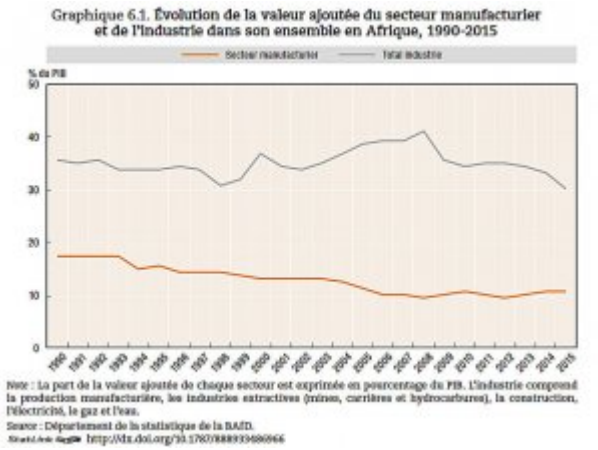
Selon l'UNICEF, l'Afrique, passant de 1,1 milliard d'habitants aujourd'hui à 2,5 milliards en 2050, devrait alors rassembler plus du quart de la population du globe. La Banque mondiale, quant à elle, publie, chaque semestre, un rapport analysant les économies africaines subsahariennes, la dernière édition d'Africa's Pulse, est parue en avril 2017. On y lit qu'après le taux de croissance du PIB en 2016 le plus bas depuis 20 ans, l'Afrique subsaharienne devrait afficher des pourcentages de 2,7 en 2017, 3,2 en 2018 et 3,5 en 2019. Quant à l'évolution démographique de 2015 à 2100, elle fournit le graphique reproduit ci-dessous, qui montre que, en 2100, l'Afrique et l'Asie devraient abriter plus de 80 % de la population mondiale estimée, à la fin du XXIe siècle, à plus de 10 milliards d'habitants, dont 4,4 milliards pour l'Afrique et 4,9 milliards pour l'Asie.



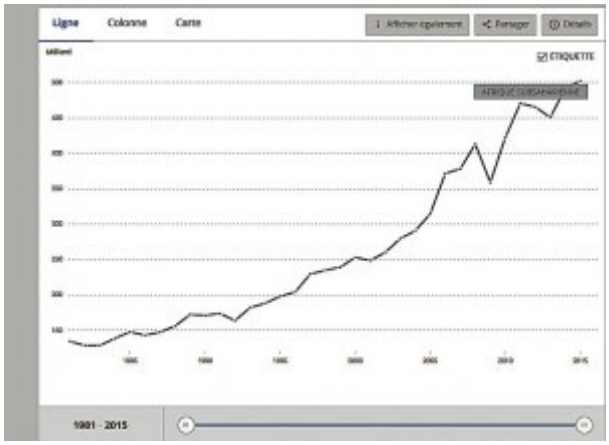
La Banque africaine de développement a été créée en 1964 – dix ans à peine après la Conférence de Bandung, à laquelle la jeune République de Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny ne participa pas – elle compte 80 pays membre, dont 54 pays africains et a son siège à Abidjan. Elle publie le 22 mai 2017 Perspectives économiques en Afrique. Pour ne laisser aucun doute sur la ligne économique sur laquelle elle s'inscrit, elle sous-titre son rapport *Entrepreneuriat et industrialisation,* en prenant soin de préciser que l'Afrique doit « libérer le potentiel des entrepreneurs africains, un prérequis pour accélérer la transformation industrielle du continent ». On sait ce que veut dire libérer les entreprises ; c'est le programme des propriétaires du capital. On se demande d'ailleurs ce que vont bien pouvoir faire lesdits entrepreneurs face à cette croissance qui a marqué le pas en 2016 « en raison du recul des cours mondiaux des matières premières, de la faiblesse de la reprise mondiale et de conditions climatiques défavorables ». Prier et implorer, peut-être ?

Toute la partie II du rapport est consacrée à l'industrialisation du continent. Tout un chapitre est consacré à ce que « les pouvoirs

publics peuvent concevoir des stratégies d'industrialisation pour encourager l'entrepreneuriat ». C'est toujours étonnant de constater combien les économistes, bien encadrés, sont fort capables d'amplifier la voix de leurs maîtres. Les mêmes qui chantent le secteur privé pour faire « décoller l'Afrique » sont tout à fait aptes à nous présenter l'évolution de « l'indispensable » industrialisation du continent au cours des 25 dernières années au cours desquelles le Consensus de Washington [21] a prévalu. Le graphique 6.1, reproduit ci-dessous, retrace l'évolution de l'industrie, y compris manufacturière, entre 1990 et 2015.



La contribution de l'ensemble de l'industrie au PIB est plus faible en 2015 qu'en 1990 ; il en va de même pour le seul secteur manufacturier. On ne peut pas croire une seconde que les transnationales aient préféré exporter les matières premières plutôt que de participer à leur transformation sur place… Parmi les très nombreuses données de la Banque mondiale, on trouve le graphique reproduit ci-dessous qui trace la courbe, sur la période 1980-2015, des exportations de l'Afrique subsaharienne, exprimées en dollars constants de 2010. On remarque une progression constante pour atteindre plus de 500 milliards en 2015 (27 % du PIB). Sur un autre graphique, on peut noter les pourcentages de ces exportations par rapport à la croissance annuelle : 3,2 % en 1986, (-) 6 % en 1992, (-) 13 % en 2010 ou 2 % en 2015. Au-delà de ces graphiques, la réalité de la vie quotidienne des populations subsahariennes reste mauvaise : ainsi, le rapport 2016 du PNUD indique que le PIB/habitant, dont on sait combien il masque les inégalités, s'est établi à moins de 3 500 dollars en parité de pouvoir d'achat, soit quelque dix fois moins que celui des pays classés à très haut développement. Si encore ces populations avaient accès à des services publics satisfaisants et à des infrastructures capables d'offrir une vie moins rude, mais on peut lire dans *Africa's Pulse*, signalé plus haut, que « le réseau d'infrastructure demeure pauvre en dépit des efforts gouvernementaux pour l'améliorer » ; pourtant, les transnationales de l'eau, par exemple, notamment françaises, sont très présentes en Afrique depuis des décennies !

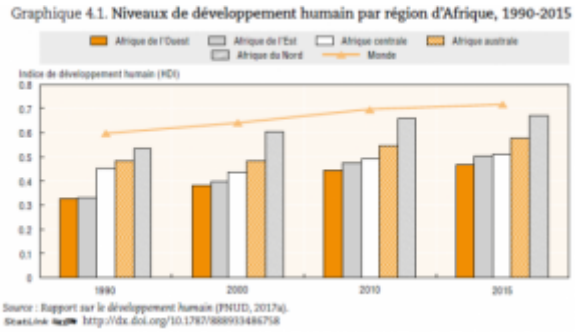


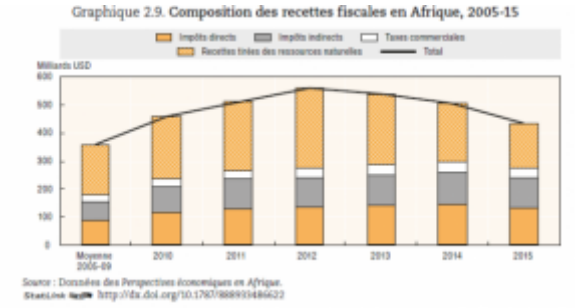
Optimiste, le rapport de la BAD note que « la demande intérieure conserve certes un rôle moteur dans la croissance du continent, mais le maintien de cette résilience sur la période 2017-18 passe par une meilleure gestion macro-économique, une diversification accrue et un environnement des affaires optimisé ». Que ferait donc le capitalisme sans résilience et sans environnement des affaires optimisé ? Les auteurs ne sont cependant pas aveugles puisqu'ils notent, avec pertinence, « entre 2015 et 2016, le déficit budgétaire global du continent s'est dégradé, plombé par le repli des cours » ; mais que vont donc faire les « entrepreneurs africains » dans ces circonstances ? Lire à cet égard Le négoce des matières premières, y compris alimentaires, on y verra, en particulier, l'évolution, des années 1960 à nos jours, du commerce de transit.

Dans le chapitre consacré aux apports financiers et aux recettes fiscales, peut-être pourra-t-on s'étonner de la placidité des rapporteurs qui signalent que « les transferts des migrants peuvent stimuler l'investissement », mais que « l'aide publique au développement (APD) reste inférieure aux engagements ». En effet ! Les premiers, ceux qui sont si bien accueillis dans nos pays et se voient attribuer les rémunérations que l'on sait sont parvenus à transférer 65 milliards de dollars en 2016, alors que l'APD généreusement attribuée par les pays les plus riches s'est élevée à 51 milliards, soit très loin des 0,7 % qui constituaient, dans les année 1970, l'engagement des pays riches ! Lire, par exemple Pillage de l'Afrique. La métaphore de Sartre recommandant de ne pas « désespérer Billancourt » n'est pas à la portée de tout le monde ; dans les cercles élégants, il est plutôt question de « satisfaire *Wall Street* ». On verra, sur le graphique 2.9 reproduit ci-dessous, l'évolution des recettes fiscales en Afrique au cours de la période 2005-2015 : elles ont peu évolué, augmentant de 50 milliards de dollars pour atteindre moins de quelque 400 milliards en 2015 [22]. Cette fiscalité déclinante n'a pas empêché, selon le classement de *Forbes* 2017, 21 milliardaires africains de disposer d'une fortune évaluée à 74 milliards de dollars. On peut rappeler, même si ces chiffres ne sont pas comparables, que, selon les données du PNUD, le PIB/habitant pour l'Afrique subsaharienne était en 2015 de moins de 3 500 dollars par an. La BAD nous indique que le développement humain s'améliore et donne pour preuve le graphique 4.1, tiré du Rapport sur le développement humain 2016 du PNUD et reproduit ici. Cependant, il faudrait une foi

dans le capitalisme à déplacer les montagnes, pour que pareille donnée puisse déclencher l'enthousiasme. En effet, sur le graphique indiqué par le PNUD, on observe bien, pour l'Afrique de l'Ouest, une amélioration sur 25 ans ; les chiffres du PNUD indiquent, pour l'Afrique subsaharienne, un indice de développement humain 2015 (IDH) [23] de 0,523. Mais les indices pour le monde et pour les pays les plus riches sont, respectivement, de 0,717 et 0,892. En 2005, le PNUD n'opérait pas encore les regroupements géographiques pratiqués aujourd'hui, mais le rapport de cette année-là propose un tableau montrant l'évolution de l'IDH de 1975 à 2003. On y observe l'évolution suivante entre ces deux années pour le pays classé au dernier rang, le Niger : 0,236 et 0,281 et pour la Norvège figurant au premier rang : 0,868 et 0,963. Pour ces deux pays, les indices 2015 sont respectivement : 0,353 et 0,949. Notons, au passage, que l'uranium nigérien est acheté par… la France pour alimenter ses 58 réacteurs nucléaires !

Où donc pourrait-on voir de l'inégalité ?





Notes

[1] Kaushik Basu, *Au-delà du marché, Vers une nouvelle pensée économique,* Paris, Les Éditions de l'Atelier/AFD, 2017

[2] A vrai dire, n'aurait-il pas pris cette précaution, on l'aurait facilement remarqué. Ce spécialiste de la théorie des jeux, semble vouloir inscrire ce qu'il dit être la « science » économique sous son seul couvert. « Une amélioration au sens de Pareto est un changement [qui résultera d'un contrat] améliore au moins la situation d'un individu et ne lèse personne ». Rien ne doit entraver la liberté contractuelle ; plus de rapports de classes ! Il faudra attendre les derniers chapitres de l'ouvrage pour que l'homme prenne, quelque peu, la place du professeur qui peut être largement contesté.

[3] Rappelons que les néoclassiques, pour vanter les vertus indépassables de la fameuse main invisible, exigeaient, entre autres, l'atomicité du marché. En l'occurrence un très grand nombre de chauffeurs, ce qui est le cas, mais aussi un très grand nombre d' « offreurs » interdisant d'influencer le prix…

[4] Une équipe permanente enquête en continue sur les entreprises existant dans le monde. Aujourd'hui, le travail est mené dans 139 pays et comporte 127 000 firmes.

[5] Lire en particulier,Les inégalités, ça s'arrange ?, D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ?, Inégalités extrêmes, Les inégalités

[6] Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, parfait exemple français de la kyrielle évoqué ici, déclarait le 22 mars 2007, quelques mois avant la vente de 6 milliards des actifs de Lehman Brothers qui allait déclencher la crise que l'on sait, « les marchés financiers

croient n'importe quoi. Les corrections successives des marchés d'actions en février-mars 2007 sont liées à une série de craintes des marchés : [...]. Or, toutes ces affirmations sont fausses. La crédulité et l'absence de sang froid des marchés financiers sont donc remarquables. »

[7] Monsieur Déprime

[8] On se souvient que c'est moins de la moitié de cette somme que les pays riches se sont engagés, lors de la COP 21, à rassembler chaque année pour permettre aux pays pauvres d'être en mesure de faire face au changement climatique !

[9] L'ICIJ a, notamment, été en 2016 à l'origine des fameux *Panama papers*

[10] Le rapport 2016 de la Banque mondiale indique que le total de l'intervention du groupe dépasse 61 milliards de dollars dont 11 milliards pour IFC-SFI. Il n'est pas inutile, pour situer les ordres de grandeurs, d'indiquer l'encours clients de BNP Paribas est chiffré à quelque 780 milliards de dollars.

[11] Devant la photo de ce gosse burkinabè de 12 ans qui « s'amuse » dans cet accrobranche local (page 8), on aura à l'esprit que, selon les rapports du PNUD sur le développement humain, l'espérance de vie à la naissance au Burkina Faso est de quelque 56 ans pendant qu'il est de 82 ans en France

[12] La Commission, fidèle à sa doctrine mais guère à sa pratique, craint qu'une lourde réduction de la concurrence dans ce secteur, déjà très concentré, nuise aux agriculteurs et aux consommateurs...

[13] En dix ans, entre 2007 et 2017, la compagnie à multiplié par plus de 4 les dividendes distribués.

[14] Pour autant que la vulgarité indigente ne rebute pas outre mesure, on peut jeter un œil à un des blogs d'un certain David Zaruk qui ne rougit pas de traiter Christopher Portier de « petite merde ».

[15] Alan Boobis, Angelo Moretto et Vicki Dellarco

[16] L'IPV, indice planète vivante, est une mesure de la biodiversité à partir de la variation moyenne de l'abondance de différentes espèces de vertébrés, appréciée par les données recueillies sur les populations de différentes espèces.

[17] John Meynard Keynes, *Lettre à nos petits-enfants,* Paris, LLL, 2017.

[18] L'un des scénarios (*Representative Concentration Pathway)* établis par le GIEC. 2.6 signifiant un forçage radiatif de 2,6 W/m² sachant qu'un modèle RCP8.5 existe.

[19] Rappelons qu'aux États-Unis, les enquêtent à dimension ethnique sont largement utilisées.

[20] Lire pour davantage de détails, « Michelin doit être agile ».

[21] Consensus entre les grandes puissances mis en œuvre et justifié essentiellement par le FMI et la Banque mondiale, pouvant se résumer principalement à une politique uniforme de privatisation, de libéralisation et de déréglementation tous azimuts, devant permettre aux entreprises capitalistes du Nord d'œuvrer en toute liberté au Sud.

[22] Les recettes fiscales pour la France (60 millions d'habitants comparés au 1,2 milliard africain) en 2015 auront été de 350 milliards de dollars.

[23] L'IDH créé en 1990 par le PNUD combine l'espérance de vie à la naissance, le PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat et le niveau d'éducation mesuré en année de scolarisation.